



HAL
open science

**Une Hollandaise entre Paris et La Haye...
Renseignement à la cour de Louis XVI et pendant la
Révolution**
Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Une Hollandaise entre Paris et La Haye... Renseignement à la cour de Louis XVI et pendant la Révolution. *Revue de recherche sur le renseignement*, 2023, 1 (1), pp.7-50. 10.18278/rrr.1.1.3 . hal-04112897

HAL Id: hal-04112897

<https://hal.science/hal-04112897>

Submitted on 1 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE HOLLANDAISE ENTRE PARIS ET LA HAYE... Renseignement à la cour de Louis XVI et pendant la Révolution

Gérald Arboit

« Le mythe de la femme espion a eu plus de succès dans l'histoire que dans la fiction romanesque. Si Mata Hari fut la meilleure illustration du mata-harisme, imposture romanesque fondée sur une conjonction dramatisée de l'exotisme et de l'érotisme, elle ne l'a pas inventée. Cet honneur revient à une de ses compatriotes, à peine moins malchanceuse, Mme Etta Palm, se disant baronne d'Aelders, et dont Michelet signale à deux reprises l'activité féministe¹. »

Cette entrée en matière journalistique pose plus de question qu'elle n'apporte de réponse pour ces deux femmes que tout distinguait : la trajectoire, l'époque, comme l'entrée dans l'« espionnage ». Les études sur la première invalident pour beaucoup les croyances admises depuis la fin de la Première mondiale². Il s'impose donc de revoir les connaissances acquises concernant la seconde depuis la fin du XVIII^e siècle. En effet, comme plus tard Mata Hari, Etta Palm construisit sa propre légende au moment de son arrestation³. Ses deux biographes l'ont reprise⁴, aidés en cela par le premier éditeur d'une partie de sa correspondance, conservée à La Haye et à La Courneuve⁵ ; suite à cette première édition, des historiens français se sont penchés sur l'activité d'Etta Palm pendant la Révolution⁶. Son activité en faveur du féminisme a été largement étudiée⁷. Mais ce ne fut qu'à l'occasion d'un article de 2008 que la seule entreprise pour fixer son activité dans le renseignement fut réalisée⁸. L'objet de cette étude est de revenir une nouvelle fois sur son activité, en apportant des hypothèses sur l'activité la moins connue de cet agent de renseignement hollandais à Versailles, donc pendant l'Ancien régime.

¹ F. Lacassin, « Mata Hari ou la romance interrompue », *Magazine littéraire*, août 1970, n° 43.

² G. Arboit, « Mata Hari, un escroc du renseignement », in C. Vuillemier (dir.), *Le renseignement dans les pays neutres*, Genève, Slatkine, 2021, p. 86-105.

³ *Decreeten Van de Provisioneele Repraesentanten Van Het Volk Van Holland*, 4, January 1796- 30 January 1796, La Haye, 'sLands Drukkerij van Holland, 1799, p. 680-689.

⁴ W. J. Koppius, *Etta Palm. Nederlands's eerste feministe tijdens de Fransche revolutie te Parijs*, Zeist, Ploegsma, 1929 ; H. T. Hardenberg, *Etta Palm. Een Hollandse Parisienne 1743-1799*, Assen, Gorcum, 1962, repris en France par L. Hastier, *Vieilles histoires. Étranges énigmes*, 7, Paris, Fayard, 1965, p. 263-315.

⁵ H. T. Colenbrander, *Nederland en de Revolutie, 1789-1795*, La Haye, Nijhoff, 1905 ; W. Schenkeveld, « “Abandonné de tout excepté de mon courage.” Enkele ongepubliceerde brieven van Etta Palm (1743-1799) », *Mededelingen van de Stichting Jacob Campo Weyerman*, 34-1, 2011, p. 33-46.

⁶ A. Mathiez, *La Révolution et les Étrangers. Cosmopolitisme et défense nationale*, Paris, La Renaissance du livre, 1918, p. 94-98, « Recherches sur la famille et sur la vie privée du conventionnel Basire (suite & fin) », *Annales révolutionnaires*, 13/3, mai-juin 1921, p. 183-206, republié dans *Autour de Danton*, Paris, Payot, 1926, p. 42-48 ; L. Lacour, *Les Origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution : Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe*, Paris, Plon, 1900.

⁷ M. de Villiers, *Histoire des Club des Femmes et des Légions d'Amazones*, Paris, 1910, p. 14- 41 et les travaux de J.A. Vega, « Feminist Republicanism. Etta Palm-Aelders on justice, virtue and men », in R.M. Dekker, J.A. Vega (dirs), *History of European Ideas*, 1989, vol. 10, n° 3, p. 333-351 ; « Luxury, necessity, or the morality of men. The republican discourse of Etta Palm-Aelders », in M.-F. Brive (dir), *Les femmes et la Révolution française*, 1, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1989, p. 363-370 ; « Etta Palm, une Hollandaise à Paris », in W. Frijhoff, R. Dekker (dirs.), *Le voyage révolutionnaire. Actes du colloque franco-néerlandais du Bicentenaire de la Révolution Française*, Hilversum, Verloren, 1991, p. 49-57. On consultera également les travaux d'E. Palm, *Appel aux Françaises sur la régénération des mœurs et nécessité de l'influence des femmes dans un gouvernement libre*, [Paris], impr. du Cercle Social, 1791. Cf. aussi le fac-similé publié dans *Les femmes dans la révolution Française*, 2, Paris, Edhis, 1982, texte n° 33 ; *Discours de Mme Palme d'Aelders, Hollandaise, lu à la Confédération des amis de la vérité, par un de MM. les secrétaires*, Caen, Chalopin, [s.d.] ; « Sur l'injustice des Loix en faveur des Hommes, au dépens de Femmes », in L. Hunt (dir), *The French Revolution and Human Rights: A Brief Documentary History*, Boston/New York, Bedford/St. Martin's, 1996, p. 122-123. Cf. aussi O. Blanc, *Les libertines, plaisir et liberté au temps des Lumières*, Paris, Perrin, 1997.

⁸ G. Arboit, « “Souvent femme varie”, une espionne hollandaise à Paris », www.cf2r.org, *Notes historiques*, mars 2008.

Etta Palm appartenait à ce monde de la diplomatie régi, jusqu'à la Première Guerre mondiale, par une économie unifiée du secret, où ne se distinguait pas spécifiquement l'action officielle des diplomates de celle, occulte, des agents semi-officiels⁹. Les notions de « service », « agent » et « émissaire » secrets n'étaient pas ignorées durant l'Ancien régime. Par « service secret », on entendait toutes les informations qu'apportaient, contre rémunération, des individus de manière clandestine et confidentielle. Ceux-ci se classaient selon deux catégories. Les premiers étaient qualifiés d'« agents secrets » parce qu'ils étaient envoyés auprès d'un gouvernement allié ou d'un ministre ami des Affaires étrangères, sans que les autres membres du corps diplomatiques y étant accrédités en eussent connaissance. Les autres étaient des « émissaires », comme on les appelait aussi dans les armées, c'est-à-dire des agents infiltrés dans un pays où une représentation diplomatique avait pignon sur rue, mais à l'insu du gouvernement auprès de laquelle elle était entretenue. Dans le premier cas, il s'agissait du renseignement, dans le second, cela s'apparentait à de l'espionnage¹⁰. Etta Palm compta ainsi parmi les premiers, agents d'information diplomatique sans mandat de négociateur ou agents occultes en mission confidentielle pour quelque sondage officieux. De fait, ses activités furent connues à la Cour de Versailles, où elle fut accréditée comme « agent secret », tandis que les témoins extérieurs la virent alternativement, selon les actualités du moment, comme « l'un des agents secrets de la Prusse »¹¹, « du parti du Stathouder »¹², « vendue à la princesse d'Orange et à la Prusse »¹³ ou « soupçonnée de correspondance avec des agents anglo-prussiens »¹⁴. Elle-même n'hésita donc pas à signer ses lettres « De la cit. Baronne d'Aelders, hollandaise, faisant les affaires de la maison d'Orange... »¹⁵, mettant ainsi en pratique l'opinion de Torcy, pour qui « le meilleur moyen de tromper les cours, c'est d'y parler toujours vrai »¹⁶. À cela s'ajoutèrent toutes sortes de qualificatifs, révélant plus la qualité de ceux qui les prononçaient, d'« entremetteuse »¹⁷, d'« intrigante, (...) aventurière »¹⁸, de « prétendue baronne »¹⁹, et bien sûr un goût prononcé pour l'argent et les hommes. Il est vrai que tout le monde s'accordait pour lui trouver une beauté remarquable et à sous-entendre qu'elle avait la cuisse légère. Une miniature de 1786 la représentait blonde, la taille élancée et les traits dépourvus de finesse, repoussant mollement les élan d'un entreprenant amant qui cherchait à la coucher sur un canapé... Bien que réalisée à Paris, la représentation de son féminisme restait imprécise. L'essentiel est pourtant ailleurs. Apparaissait ainsi un tableau, certes léger et malicieux, de ses éphémères mariage et maternité, où son mari semblait lui témoigner une très forte affection tandis que l'enfant prouvait leur amour, la rose en fleur venant rappeler les compositions typiques du classicisme français. Âgée de 19 ans, ses cheveux bien hauts et un foulard préfigurant le fichu de Maria Antoinette, rien dans cette apparence ne trahissait une vie mouvementée²⁰.

⁹ L. Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990. Cf. A. Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, p. 62.

¹⁰ Ch. de Martens, *Manuel diplomatique ou Précis des droits et des fonctions des agents diplomatiques; suivi d'un recueil d'actes et d'offices pour servir de guide aux personnes qui se destinent à la carrière politique*, Paris, Trenttel et Würtz, 1822, p. 15-16.

¹¹ P. R. Choudieu, *Mémoires et Notes du représentant du Peuple à l'Assemblée législative, à la Convention et aux armées (1761-1838). Ouvrage publié d'après les papiers de l'auteur, avec une préface et des remarques par V. Barrucand*, Paris, Plon, 1897, p. 476.

¹² K. A. Oelsner, *Bruchstücke aus den Papieren eines Augenzeugen und unparteiischen Beobachters der Französischen Revolution*, 1794, p. 222-223.

¹³ Montmorin à Mirabaud, 9 mars 1791, in *Correspondance entre le Comte de Mirabeau et le Comte de la Marck pendant les Années 1789, 1790 et 1791*, III, Bruxelles, Pagny, 1851, p. 81.

¹⁴ National Archief (NA), La Haye, 2.21.051, inv. 110, Berkenrode fils à Valckenaer, 5 janvier 1793.

¹⁵ Archives nationales (AN), F⁷ 4590, Bazire, pl. 5.

¹⁶ Cité par A. Dewerpe, *op. cit.*, p. 63.

¹⁷ K.-A. Oelsner, *op. cit.*

¹⁸ *La Gazette universelle* du 25 juillet 1791 ; cf. aussi Montmorin à Mirabeau, 9 mars 1791, *op. cit.*, et Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), vol. 584, Lebrun à Clavière, 25 novembre 1792.

¹⁹ NA, *op. cit.*

²⁰ *Ibid.*, Groningen, Famille de Sitter, 1704-1990, 694.2, 65, Miniatuur met afbeelding van Etta Palm. Le tirage tricolore est un agrandissement d'une miniature en possession de J.H. de Sitter à Meppel, 5,5 c.M. au milieu, peint à l'aquarelle sur satin blanc, et excellemment conservé sous verre [Koppius, *op. cit.*, p. 5-6].

En fait, Etta Palm avait tout de la courtisane d’Ancien Régime, retrouvant dans son « trafic de l’influence réelle ou supposée de ses hautes relations politiques ». Catherine Grand ou Michèle Guesnon de Bonneuil²¹.



Etta Lubina Johanna Aelders était hollandaise. Née vraisemblablement vers la fin d’avril 1743, elle fut baptisée le 3 mai à Groningue²². Elle naquit au sein d’une « famille puissante »²³. Son père, Jacobus, était orfèvre, titulaire d’une table de la *bank van Leening*, c’est-à-dire du mont-de-piété, de Groningue, et copropriétaire du moulin à papier de la cité. Originaire d’un hameau de Groningue, Nieuwenhuys, il avait épousé trois ans plus tôt Agata Petronella de Sitter, dont la famille était présente dans la capitale du nord-est de la République batave depuis 1704²⁴. L’oncle maternel d’Etta, Wolter Reinolt, comptait ainsi parmi les régents de Groningue et assura une tutelle sur la jeune fille après le décès de Jacobus en 1746²⁵. Surtout après qu’Agata de Sitter eût conduit l’activité de son époux à la faillite, l’obligeant de se séparer en 1754 du moulin²⁶, deux ans plus tard²⁷, et pour finir elle se fit déposséder par le marchand Jannes van Giffen, qui n’hésita pas à poursuivre Etta jusqu’à son refuge d’Amsterdam, dix ans plus tard²⁸. De l’enfance de cette dernière, on retiendra qu’elle avait un esprit éveillé, en plus d’une vive intelligence. En outre, son ascendance bourgeoise fit qu’elle parla très tôt le français et l’allemand, en plus du vernaculaire néerlandais.

Etta Aelders se fit surtout remarquée par sa grande beauté. Elle prit très tôt conscience de l’avantage dont la nature l’avait dotée et en joua allègrement. Cela ne fut pas sans créer aussitôt du remous dans la ville universitaire, ouvrant son lit à des étudiants et comme à des bourgeois. Ce fut d’ailleurs par un des derniers amants, Assurus Johann Veldtman, maître de poste à Groningue, que le

²¹ O. Blanc, *Les espions de la révolution et de l’Empire*, Paris, Perrin, 1995, p. 104 ; cf. *Ibid.*, *Madame de Bonneuil, femme galante et agent secret (1748-1829)*, Paris, Robert Laffont, 1987.

²² Groninger Archieven, DTB Dopen, Kerkelijke gemeente Groningen 1733-1754, archief 124, inv. 150, 3 mai 1743.

²³ E. Palm, *Appel aux Françaises*, *op. cit.*, p. 2.

²⁴ Groninger Archieven, DTB Trouwen, Kerkelijke gemeente Groningen 1739-1747, archief 124, inv. 179, 1 mai 1740.

²⁵ *Ibid.*, DTB Begraven, Kerkelijke gemeente Groningen 1729-1794, archief 124, inv. 194, 21 juin 1749.

²⁶ Cf. E. Schut, *De Joodse Gemeenschap in de Stad Groningen 1689-1796*, Assen, Van gurcum, 1995, p. 77.

²⁷ Groninger Archieven, Boedelbeschrijving Inventarissen van boedels bij de Weeskamer overgegeven 1758, archief 1462, inv. 68.

²⁸ Cf. Stadsarchief Amsterdam, Notariële archieven, 1768, Amsterdam, archief 5075, inv. 12380, 1 mars 1768.

scandale arriva²⁹. Etta avait dix-neuf ans et Wolter Reinolt décida de la marier au fils d'un procureur de Harleem, Christiaan Ferdinand Lodewijk Palm³⁰ à la condition que le couple s'établisse chez les beaux-parents du marié, et que ce dernier aille terminer ses études de Lettres dans une autre université. Etta n'en cessa pour autant pas ses frasques, poursuivie un temps par Veldtman, de sorte que Palm s'enfuit en février 1763, laissant sa jeune épouse enceinte d'un mois. Se douta-t-il qu'il n'en était pas le père ? Son destin, pas plus que celui de la petite Henrietta Christina, baptisée le 7 octobre 1763 à Groningue³¹, ne sont établis. Se mit-il au service de la *Vereenigde Oostindische Compagnie*, bien que son nom n'apparaît dans un aucun rôle d' enrôlement, ou alla-t-il chercher fortune aux Indes orientales ? Se suicida-t-il³² ? Sa fille décéda-t-elle en bas âge ?

Ce peut-être l'explication du départ d'« Etta Palm, née Aelders » pour Amsterdam, vers 1767. Elle renoua avec un ancien étudiant de Groningue, devenu un jeune avocat dans la cité amstellodamienne, Jan Munniks. Brisa-t-elle son ménage ? S'enfuit-elle avec lui pour fuir Jannes van Giffen lorsque, le 13 avril 1768, son amant fut nommé par les *Staten-Generaal van de Nederlanden* (États-généraux des Pays-Bas) consul à Messine ? En tout cas, leur relation dut faire grand bruit, au point de ressortir vers 1776 sous la forme d'un anonyme « pamphlet vicieux contre l'avocat M. J. Munnik à Amsterdam » ; Etta y était mentionnée comme « le principal récif sur lequel [il] a coulé le navire de son mariage » et « sa vie incontrôlée la raison pour laquelle la majorité des étudiants pouvaient s'appeler chacun leur beau-frère »³³.

Au relais de Bréda, Etta Palm trouva une occasion de fausser compagnie, aussi bien aux ragots qu'à son amant amstellodamien, sous l'apparence d'un fringant quinquagénaire, le lieutenant-général Jonkheer Douwe Sirtema van Grovestins. Cet ancien *Opperstalmeester* (grand écuyer) d'Ann van Hannover (décédée en 1759, mais lui conserva son poste jusqu'en 1763), doux, poli et facile à vivre, sauf pour tout ce qui touchait à l'argent³⁴, disposait de solides relations dans l'entourage de Willem V, le jeune *stadhouder* (gouverneur général) ayant accédé à la plénitude du pouvoir en 1766, et dont on disait que Grovestins put être plus que son éducateur, eu égard aux relations qu'il entretenait avec la défunte souveraine³⁵. Il était à cette époque commandant de la place-forte de Furnes, aux confins des Pays-Bas autrichiens, mais il passait le plus clair de son temps à Bruxelles, où il emmena la jolie Etta Palm. Ainsi la jeune femme fit-elle ses premiers pas dans la haute bourgeoisie de la capitale des Pays-Bas autrichiens. Mais Grovestins, qui se rendit secrètement en 1769 à La Haye³⁶, initia-t-il certainement Etta à l'activité clandestine d'un « agent secret ». Pourtant, la jeune trentenaire ne rêvait alors que de Paris, éblouie par les passages des encyclopédistes Diderot et d'Alembert à Bruxelles. Tant et si bien qu'en 1773, elle quitta son beau protecteur pour la France.

L'installation à Paris

Cette connexion avec Diderot fut décisive pour l'entrée d'Etta Palm dans l'entourage de la baronne de Nieukerk, en fait la Hollandaise Sophie Gertrude Adélaïde Dorothée Catherine Albertine Frédérique Élisabeth de Neukirchen de Nyvenheim. Elle naviguait entre Paris et Versailles depuis juillet 1763. Âgée de dix ans de plus qu'Etta, accompagnée de sa jeune sœur Catherine Frédérique Wilhelmine, elle était protégée par la comtesse de La Marck, qui entretenait avec elle « une amitié fort extraordinaire »³⁷. La comtesse lui ouvrit ainsi les portes de la dauphine Marie-Antoinette. Ce réseau de socialité permit donc à Etta Palm d'espérer un destin incommensurablement extraordinaire, eu

²⁹ W. J. Koppius, *op. cit.*, p. 15.

³⁰ Groninger Archieven, Huwelijkscontracten Groningen 1762 juni-dec, archief 1534, inv 3637, 18 août 1762 ; *Ibid.*, Proklamationboek, 3 septembre 1762 ; Gelders Archief, Arnhem, DTB Trouwen, archief 176, inv. 140/026, 18 août 1762.

³¹ *Ibid.*, DTB Dopen, Kerkelijke gemeente Groningen 1755-1778, archief 124, inv. 151, 7 oktober 1763.

³² Une tradition reprend que le couple divorça, chose impossible en Hollande avant 1796, où eut lieu le premier divorce.

³³ *Mercurius Klugtige Zoomer-Togt. Na, in, en door Amsteldam*, p. 14-15.

³⁴ M. Bruggeman, *Nassau en de macht van Oranje. De strijd van de Friese Nassaus voor hun rechten, 1702-1747*, Hilversum, Uitgeverij Verloren, 2006, p. 39 ; F.J.L. Kraemer (ed.), *G.J. van Hardenbroek: gedenkschriften, 1747-1788*, 1, Amsterdam, 1901, p. 68, 259.

³⁵ W. R. D. van Oostrum, *Juliana Cornelia de Lannoy (1738-1782). Ambitieux, vrijmoedig en gevat*, Hilversum, Verloren, 1999, p. 287 ; V. P. M. Baker-Smith, *A Life of Anne of Hanover, Princess Royal*, Leyde, Brill, 1995, p. 139-141.

³⁶ F.J.L. Kraemer (ed.), *op. cit.*, p. 304.

³⁷ Mercy à Marie-Thérèse, 18 juillet 1772, in A. d'Arneht, A. Geffroy (éds.), *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le cte de Mercy-Argenteau (...)*, I, Paris, Firmin-Didot, 1874.

égard à ses origines sociales. Rapidement, la comtesse de La Marck se fit fort de lui obtenir une pension de dix mille livres, gagée sur la régie des poudres et salpêtres³⁸. Prenant le nom de baronne d'Aelders, auquel elle associait parfois le nom de sa mère, de Sitter³⁹, Etta Palm put ainsi s'installer aux environs du Palais-Royal, où se croisaient, sans se mélanger ni confondre, la fille galante, la marchande de modes, le robin, le mousquetaire, le financier, le duc et la courtisane. Elle prit un petit appartement dans l'immeuble du 30 rue Villedo. Au début de 1781, elle déménagea pour un entresol du 1 rue Favart, avec vue sur la Comédie Italienne, qu'elle fit restaurer par les soins de François-Joseph Bélanger, premier architecte du comte d'Artois, frère de Louis XVI. Il semblerait que ce nouveau domicile soit une dotation viagère, conclue sous seing privé en date du 20 janvier 1780, entre elle et le général comte Yves Marie Desmarests de Maillebois⁴⁰.

Cet environnement social tranchait avec l'image d'Etta Palm, dont beaucoup ne voulurent voir en elle qu'une catin. Il est évident que cette réputation venait à la fois de son comportement de jeunesse, qui l'avait amené à quitter Groningue et ruiné son mariage, sans toutefois choquer lors de son séjour bruxellois ; on est également en peine à lui trouver un tel comportement à Paris, compte tenu de ses activités féministes ultérieures, pendant la Révolution. Cette réputation lui venait également des archives consultées. La saillie amstellodamienne de 1776 était à charge contre elle devant les hommes comme devant l'Histoire. De même, la perquisition du 25 juin 1794 de son appartement de la rue Favart offrit la vue du salon où, sous le portrait d'un officier, se dressait un vaste divan, long de six pieds, et de la chambre à coucher, avec ses quatre glaces, dont une garnissant le plafond, « ce qui imputait à la vertueuse présidente [d'un comité féministe dissous] des préoccupations bien futiles »⁴¹. L'analyse de ses papiers, à partir de juillet 1778, offrit également une litanie de factures du marchand-miroitier Lebastié, de fabricants de meubles, de doreurs... pour un total allant de 3 286 livres au premier à 916 livres pour les derniers. L'essentiel des dépenses concernait l'appartement de la rue Favart⁴².

D'une telle apparente frivolité à la galanterie, le raccourci était facile. Ainsi, un pas que la marquise Marie du Deffand franchit allègrement, le 11 décembre 1773, lorsque, parlant d'Etta Palm, elle rapporte qu'« on a parlé d'une certaine dame hollandaise ; si on a eu raison, vous le savez ; je n'ai pas cherché ce qu'il en est ». La commère septuagénaire et presque aveugle évoquait avec son ami Horace Walpole le séjour parisien des neveux de ce dernier, le comte George Cholmondeley, 24 ans, et le duc William Henry de Gloucester, 30 ans. La description de leur programme était intéressante pour comprendre la position d'Etta Palm à Paris : « Ils n'ont vu personne, ils se sont contentés de tous les spectacles, de voir la cour sans en être vus, d'aller aux Invalides et dans quelques campagnes aux environs de Paris »⁴³. P*résente dans la capitale française depuis peu, elle était déjà admise à la cour, mais elle n'avait pas l'autorité d'introduire auprès du souverain des étrangers. Toutefois, l'entregent de la comtesse de La Marck lui avait suffisamment ouvert de portes dans la société curiale, puisque les dites campagnes ne furent autre chose que des domaines de nobles présentés à Etta Palm.

Elle rencontra ainsi assez rapidement trois militaires. Le premier fut le comte Jean-Baptiste Lefebvre de Plinval, capitaine au régiment de Vermandois et seigneur de La Salle, des Bergères et Biffontaines. Ce beau parti, sept ans plus jeune qu'Etta, fut-il cette « brillante [sic] fortune à partager avec ce qui m'ettois (sic) le plus cher au monde »⁴⁴ et qu'elle prétendit avoir abandonnée ? En tout cas, elle lui emprunta dix mille livres, qu'elle lui rendit, le 20 mai 1780, par le moyen d'une vente de son mobilier, en prenant la précaution d'en conserver l'usufruit à raison de mille livres par an jusqu'à son départ projeté de Paris⁴⁵. Toujours fut-il que Plinval ne se maria pas avant 1796.

Un second militaire fut le comte Yves Marie Desmarests de Maillebois, lieutenant-général des Armées du Roi, dont l'étoile venait de tourner après une disgrâce de treize ans suite à son étrange

³⁸ W. J. Koppius, *op. cit.*, p. 21.

³⁹ AN, T 364.

⁴⁰ *Ibid.* et T 1601, Procès-verbal de perquisitions et inventaires des papiers saisis chez l'émigrée femme Dailbert, 25 juin 1794.

⁴¹ *Ibid.*, T 1601 ; T. G., « Féminisme », *Le Temps*, 11 mai 1910.

⁴² *Ibid.*, T 364/1 et 2.

⁴³ Marie de Vichy Chamrond Du Deffand, *Correspondance complète (...), et éclairée de notes*, II, Paris, Plon, 1865, p. 373.

⁴⁴ Koninklijk Huisarchief (KH), La Haye, A 31, inv. 986, Palm à Willem V, 24 mars 1794.

⁴⁵ AN, MC/ET/LXVII/758 et T 364/2.

besoin d'accuser son supérieur d'incompétence⁴⁶. Cette infortune le ruina, au point qu'il dut se séparer de ses biens immobiliers pour assurer son train de vie parisien. Appréciant la Hollande, où il se réfugia brièvement (1757-1758), il entretint une relation ambivalente avec Etta Palm. En janvier 1780, il lui céda en viager un de ses biens, mais, le 2 août 1785, il la décrivit comme une « vilaine baronne [...] (prétendue) [...] ». Quoique je doive la mépriser, je ne l'accuse pas »⁴⁷. Cette saillie était d'autant plus incompréhensible qu'Etta lui remit le 30 décembre quinze mille livres, qu'elle ne revit que cinq ans plus tard, le 20 janvier 1790⁴⁸. Sans compter les 750 livres qu'elle signa à son ordre le 8 mai suivant⁴⁹. Entre temps, le 15 avril, elle crut pouvoir dire avoir « l'acquisition d'un ami »⁵⁰ ! Or, les propos de Maillebois cinq ans plus tôt montraient clairement que les deux personnes se connaissaient très bien depuis longtemps. Il se peut que l'officier figuré dans un tableau du salon de la rue Favart fût lui. Le « vieux général »⁵¹ (il était né en 1715 !) n'ignorait rien de l'identité arrangée de la jeune quadragénaire. Sa bile ne pouvait s'expliquer que par le refus de cette dernière de le suivre en Hollande. D'où son second choix, qui se porta sur la presque quinquagénaire marquise Angélique-Dorothée de Cassini, l'épouse du général Dominique-Joseph de Cassini⁵². À moins qu'il ne s'agisse d'une scène d'Etta Palm, ayant mal pris le choix de l'officier d'emmener cette trentenaire.

Le dernier militaire qu'elle rencontra était un subordonné de Maillebois, le colonel Jean-Louis Thomas Heurtault de Lammerville. Familier de Versailles⁵³, il n'apparut dans la vie d'Etta Palm qu'en raison des fonds que lui avança le général en 1785 et auxquels la baronne contribua pour partie. Même s'il est difficile d'établir les relations d'Etta Palm, il est évident qu'elle ne fréquenta pas uniquement des militaires, Normands qui plus est comme les trois précédents. À coup sûr, on peut ajouter les membres de la légation des Provinces Unies, d'abord Matthijs Lestevenon van Berkenrode, ambassadeur près la cour de Versailles depuis 1750, ensuite Gerard Brantsen, qui vint le seconder entre 1782 et 1787. Etta Palm rencontre le premier dès son arrivée à Paris et lui conserva son amitié jusqu'à son décès (1797), sinon pendant « vingt-deux ans », étant accueillie jusque dans l'amitié de son couple avec la danseuse Françoise Suzanne Foulquier, veuve Bertinazzi⁵⁴. Avec Brantsen, il régna entre les deux une « amère inimitié »⁵⁵. Celle-ci s'expliquait le plus simplement du monde : leurs choix idéologiques les séparaient, l'un ayant choisi le camp de « patriotes », l'autre s'étant rangée dans celui du *stadhouder*.

Au service de la Hollande

L'entrée d'Etta Palm au service de renseignement de la République des Provinces Unies reste mystérieuse. D'abord, parce que

« prétend-elle (...) elle a été envoyée à Amsterdam en 1778 par Maurepas, et qu'elle y est restée quelques semaines pour apprendre la manière de penser des Hollandais sur la guerre entre l'Angleterre et l'Amérique. »⁵⁶.

Cette affirmation, tirée de son acte d'accusation des révolutionnaires hollandais, ces « patriotes » qu'elle considérait comme des adversaires, était évidemment destinée à amadouer ses juges ; elle amena à l'erreur ses biographes. En effet, il n'y a aucun indice d'une rencontre entre le ministre d'État de Louis XVI et Etta Palm. Ensuite, ni le chargé d'affaires français à La Haye, Charles Raymond

⁴⁶ A. Roussel, « L'affaire d'Hastenbeck. La relation de bataille en tant qu'instrument de diffamation », E. Cronier, B. Deruelle, *Argumenter en guerre. Discours de guerre, sur la guerre et dans la guerre de l'Antiquité à nos jours*, Lille, Presses Univ. Septentrion, 2019, p. 360-364.

⁴⁷ Archives diplomatiques (AD), La Courneuve, Correspondance diplomatique (CP) Hollande, 562, Maillebois à Vergennes.

⁴⁸ AN, MC/ET/XLIV/616.

⁴⁹ *Ibid.*, T 364/3.

⁵⁰ NA, La Haye, 3.01.26, inv. 50, Palm à Van de Spiegel.

⁵¹ *Ibid.*, inv. 56, Van de Spiegel à Palm, 26 janvier 1793.

⁵² Cf. Bibliothèque nationale, NAF 22330, Cassini à Harcourt, s.d., f. 341. L. Pingaud, *Correspondance intime du Comte de Vaudreuil et du Comte d'Artois pendant l'émigration, 1789-1815*, I, Paris, Plon-Nourrit, 1889, p. 182n2.

⁵³ P. Jamme, *Un village manchois : Lammerville*, Luneray, Bertout, 1991, p. 32.

⁵⁴ AD, CP Hollande, 584, Palm à Lebrun, 27 novembre 1792.

⁵⁵ H. T. Colenbrander, *op. cit.*, p. 147-148.

⁵⁶ *Decreeten van de Provisioneele repræsantanten (...)*, *op. cit.*, p. 681.

Ismidon de Bérenger, ni les dossiers du ministère des Affaires étrangères versaillais ne comportent de mention relative à une éventuelle mission de la Hollandaise.

Toutefois, comme chaque mensonge repose sur un fond de vérité, il est aisé de recomposer les raisons de ce séjour amstellodamien. Les Provinces Unies faisaient face au danger d'une crise grave entre ses deux puissances tutélaires, l'Angleterre et la France au sujet de l'Amérique. De fait, il était important pour elles d'être bien instruites sur la marche des affaires de France, d'autant que ce pays soutenait les « patriotes », ces opposants au *stadhouder*. Cela parce que l'ambassadeur à Paris était âgé de soixante trois ans et « ne pouvait plus être qualifié d'homme politique⁵⁷. » Wilhelm V ou son *Raadpensionaris* (Grand Pensionnaire), Pieter van Bleiswijk, avaient certainement été informés des capacités d'Etta Palm par le lieutenant-général Grovestins, rentré en grâce depuis qu'en 1774, il avait été nommé gouverneur de la forteresse-barrière d'Yvres. Une lettre tardive, du 16 avril 1787, entre un envoyé secret du *stadhouder*, Apollonius Jan Cornelis Lampsins, et le *geheimsecretaris* (secrétaire privé) Wilhelm Van Citters, laissait entendre qu'Etta Palm, sous le nom de « Madame d'Aelder (sic) » était connue de longue date des secrétaires du *stadhouder*, puisqu'elle leur « présent[ait] ses compliments » ; cette formule ironique figurait peut-être en ouverture de ses rapports, mais elle avait l'avantage d'attester une relation ancienne. En outre, la note qu'elle avait déposée permettait à Lampsins de préciser « qu'elle n'avait pas oublié » son « service secret » ; ce qui signifiait qu'Etta Palm n'avait pas repris sa correspondance depuis quelques temps déjà. Comme il notait ne l'avoir « ni encore vue », ni « trouvée »⁵⁸, Lampsins sous-entendait la connaître également. Peut-être était-il à sa recherche, comme traitant de la baronne d'Aelders depuis 1778, puisqu'il était membre du conseil d'Amsterdam quand elle se rendit dans la ville ? Deux jours plus tard, une lettre du *geheimsecretaris* Isaac Thomas de Larrey pouvait le laisser à penser ; en code, il notait que « 717 [Etta Palm] sur 120 [Lampsins] a été ajoutée et j'espère que cela portera ses fruits »⁵⁹. Les contacts entre agents hollandais ne se faisaient qu'à travers une boîte aux lettres morte, qui pouvait être la légation.

Enfin, Etta Palm usa de cette date de 1778 dans deux lettres à Willem V en mai 1793 et à l'hiver 1794-1795. Toutefois, le 30 juin 1794, elle précisa qu'elle « employa tous ses moyens *moraux* et *physiques* depuis 1784 jusqu'en 1788 *sans seulement se faire connaître* pour la conservation de la constitution de cette République ». Dans son courrier non-daté de l'hiver 1794-1795, elle affirma même être entrée en service « avant » 1778⁶⁰. Là encore, il faut y voir un effet de style d'une femme à bout de ressources financières condamnée à faire l'aumône auprès de son ancien employeur, au pouvoir depuis 1766. Elle savait que cette ancienneté serait difficilement contrôlable, au courant du désordre régnant dans les archives de la maison d'Orange et comptant sur l'état de guerre avec la France qui lui avait déclaré la guerre (1^{er} février 1793) pour que ses dépêches aient été détruites. Rappelons également que la comptabilité parisienne d'Etta Palm commençait en juillet 1778, c'est-à-dire après son retour d'Amsterdam.

Ce choix de la baronne d'Aelders n'était pas du tout irréfuté. En effet, par Berkenrode, Bleiswijk avait été averti des intrigues de la baronne de Nieukerk, qui furent tout sauf un secret étanche. Dès 1790, le rédacteur des *Dames françaises* dressa d'elle un portrait sans concessions, évoquant ainsi :

« N'ayant pu ranger la victoire du côté des Patriotes Hollandais, leur procura la France pour asile, c'est-à-dire qu'elle dirigea sur eux la prodigalité de ceux qui gouvernaient alors ce Royaume. Ils avaient trompé son ressentiment, armé contre la Statouderesse [sic] ; mais elle fut assez équitable pour voir le parti qu'elle avait excité un millième exemple du danger de prendre en main la cause des Rois, ces illustres ingrats. Cette femme, qui sort de la ligne à bien des égards, a rempli sa carrière de demi-succès⁶¹. »

Parmi ceux qui participèrent à la révolution hollandaise, les frères d'Albertine Élisabeth de Neukirchen de Nyvenheim furent d'actifs lieutenants de Robert Jan van der Capellen van de Marsch,

⁵⁷ H. T. Colenbrander, *op. cit.*, p. 147.

⁵⁸ NA, *op. cit.*, inv. 42 ; G. W. Vreede, *Mr. Laurens Pieter van de Spiegel en zijne Tijdgenooten (1737 - 1800)...*, III, (November 1786-December 1791), Middelbourg, Altorffer, 1876, p. 315.

⁵⁹ *In Ibid.*, p. 316.

⁶⁰ KH, *op. cit.*.

⁶¹ [Jean-Pierre-Louis de Luchet], *La galerie des dames françaises*, Londres, 1790, p. 58.

l'un des chefs du mouvement dirigé contre le stathouder. Notamment, Evert-Jan et Berend Nijvenheim effectuèrent fréquemment le voyage de Paris pour les affaires du parti⁶².

La raison des demi-succès de la baronne de Nieuwerk fut évidemment la baronne d'Aelders. Agent de renseignement du *stadhouder*, elle avait justement été choisie pour sa liaison avec sa consœur hollandaise, devenue marquise de Champcenetz (1779). La cible était d'autant plus intéressante que sa jeune sœur, Catherine Frédérique Wilhelmine, était devenue duchesse de Brancas (1772), épouse d'un mari presque septuagénaire qui lui laissait tout loisir pour s'occuper de la cause « patriotique » batave. Elle était notamment proche du ministre de la maison du Roi (1783-1788), Louis Auguste Le Tonnelier Breteuil ; avant de prendre ce portefeuille, le baron avait été ambassadeur à La Haye et le correspondant du « Secret du Roi », de septembre 1768 à novembre 1769⁶³. Cette camarilla inspirait autant que servait les complots des « patriotes », actifs depuis 1780.

La première fois où la baronne d'Aelders put mettre la marquise de Champcenetz en échec intervint à la fin du printemps 1785. Sans qu'il soit certain de la chronologie, puisqu'Etta Palm reprit la version officielle dans l'ouvrage qu'elle fit paraître trois ans plus tard sur le sujet⁶⁴, elle intervint dans une opération « patriotique » de déstabilisation du *stadhouder* en profitant de la crise franco-autrichienne autour de la possession de Maastricht depuis l'été précédent ; les « patriotes » entendaient prouver une entente criminelle entre le duc de Brunswyk, conseiller de Wilhelm V pendant sa minorité (1751-1766), et l'empereur romain-germanique Joseph II⁶⁵. L'opération avait été planifiée dès l'hiver 1784 et une première étape, sous la forme d'une campagne de presse, se déroula du 15 février au 11 mars 1785⁶⁶. La seconde, sous la forme d'une opération commando visant à « obtenir les papiers du Duc de Brunswyk, que ce soit par la force ou la ruse », commença en juin suivant.

Etta Palm entendit parler de cette partie, lors d'une indiscretion de la marquise de Champcenetz, surprise après l'arrivée à Paris d'un conjuré, dans les premiers jours de juillet. Feignant de partager les mêmes convictions « patriotiques », elle encouragea son amie à lui en dire plus, comprenant qu'il en allait de la sécurité de la République. Puis, se rendant compte de l'urgence d'avertir La Haye sans respecter la voix classique, elle contacta certainement le colonel Jean-Louis Thomas Heurtault de Lammerville, qui lui procura un messenger, le « Sr Verrie »⁶⁷, soit l'ancien capitaine des gardes du corps du Roi, Louis Célestin Sapinaud de Boishuguet, connu comme le seigneur de la Verie. Celui-ci s'embarqua pour un voyage de quatre jours pour Maastricht, où il devait remettre les renseignements de la baronne d'Aelders à un proche du *stadhouder*, le général Volkier Rudolph Bentinck van Schoonheeten en Yrst, quartier-maître général des armées des Provinces Unies⁶⁸.

Las, Verrie arriva bien après la double dénonciation du complot et l'arrestation des conjurés, entre le 22 juin et le 27 juillet au soir⁶⁹. Voilà pourquoi aucune correspondance ne parla ni du complot, ni de l'action d'Etta Palm. D'ailleurs, lorsque un des comploteurs se rendit chez Willem V, le 22 juin, ainsi que le rapporta plus tard la princesse van Oranje à son oncle, le roi Friedrich II.,

« le Prince assura M. d'Arros que quant à sa Correspondance il était tranquille, puisqu'il n'en avait pas existé depuis le départ du Duc. Nous donnâmes peu de créance à cet avertissement, l'auteur ayant insinué son besoin d'argent⁷⁰. »

⁶² J. Mathorez, *Les étrangers en France sous l'Ancien régime*, II, *Les Allemands, les Hollandais, les Scandinaves*, Paris, Librairie Champion, 1919, p. 330.

⁶³ P. Coquelle, *op. cit.*, p. 192-241.

⁶⁴ *Réflexions sur l'ouvrage intitulé Aux Bataves sur le Stadhouderat, par le Comte de Mirabeau*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1788, p. 27 ; AN, T 364/7 et *Aanmerkingen op een werk betydt: Aan de Batavieren over het stadhouderschap, van den heere graave de Mirabeau, door den schryfster vertaald*, slnd [Paris, 1790], p. 39-40.

⁶⁵ AD, *op. cit.*, 562, Joseph II à Marie-Antoinette et Vergennes à Joseph II, 2 et 3 mars 1785 ; H.T. Colenbrander, *De patriotentijd. Hoofdzakelijk naar buitenlandsche bescheiden*, I, 1784-1786, La Haye, Nijhoff, 1897, p. 6 ; Martinus Nijhoff, 1898, p. 27, 32-37 ; P. Coquelle, *L'Alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre, 1735-1788*, Paris, Plon, 1902, p. 306.

⁶⁶ A. L. von Schlözer, *Louis Erneste duc de Brunsvic et Lunebourg. Rapport authentique de la conduite qu'on a tenue à l'égard de ce Seigneur de feld-Maréchal*, II, Gotha, Charles-Guillaume Ettinger, 1788, p. 161-184.

⁶⁷ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 30 juin 1794.

⁶⁸ W.M.C. Regt, « Bentinck, Volkier Rudolph baron », P.C. Molhuysen, P.J. Blok (ed.), *Nieuw Nederlandsch Biografisch Woordenboek*, II, Leiden 1912, p. 125.

⁶⁹ Cf. *Mémoires du Procureur-Fiscal Palatin*, sl [La Haye], 1786, *passim*.

⁷⁰ Wilhelmina à Friedrich II., 8 août 1785, in H.T. Colenbrander, *op. cit.*, p. 97.

Si Orangistes et diplomates à La Haye ne virent rien à dire de l'action de la baronne d'Aelders, les « patriotes » nourrirent quelques soupçons. Même Maillebois, qui avait choisi de se tenir à équidistance de chaque parti, fut sensible à la propagande des ennemis du *stadhouder*. Sa lettre au secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères, Charles Gravier de Vergennes, du 2 août 1785, en attestait. Nouveau sur la scène batave, l'ami de la parisienne Etta Palm ne voyait plus en elle qu'une alliée de Brantsen et « l'espionne de M. de Mercy (...) ; dont Madame de Champcenez » avait déjà parlé au ministre. Il donnait ainsi son adresse « rue Favart » afin de mettre son interlocuteur « sur la voie »⁷¹.

Les douceurs que son ami et sa cible susurrèrent à Vergennes auraient pu être plus graves. Mais, comme Etta Palm remplissait en France un « service secret » pour un État souverain, le secrétaire d'État ne pouvait s'opposer à son action. Elle était légalement autorisée à le faire et homologuée par ses bureaux pour cela. Ainsi, Vergennes ne fit-il rien, au grand dam des « patriotes » de Versailles. Il se trouve qu'ils disposaient encore d'une carte à jouer, celle du ministre de la maison du Roi, l'

« infâme Breteuil (...) qui a usé de tous les moyens pour [la] tuer à la Bastille, après qu'il avait essayé en vain de [la] corrompre, et qu'[elle ait] résisté de toutes [s]es forces à ses infâmes desseins »⁷².

Selon Etta Palm, mais il se peut qu'elle se trompât de date, la lettre de cachet aurait été datée de 1786⁷³.

Si l'on en croit Lampsins le 16 avril 1787⁷⁴, la baronne d'Aelders se fit discrète après cette première alerte. Fut-elle arrêtée ? Ne dit-elle pas qu'elle parvint « à empêcher en parti [l']exécution » de la lettre de cachet⁷⁵ ? Fut-elle dérouterée par les menées des « patriotes » de La Haye, qui avaient menés à la fuite du *stadhouder* à Gueldre et rallié à leur cause le *Raadpensionaris* van Bleiswijk. La venue à Paris, en ce printemps, de ce membre du conseil municipal d'Amsterdam, mandaté secrètement par Willem V, renforçait l'idée que Lampsins fut le traitant d'Etta Palm. Toujours est-il qu'elle est la première, et non la seule, que le « voyageur de Paris », comme on le surnommait à Gueldre⁷⁶, contacta. Lorsqu'il arriva, Willem V préparait une offensive contre Utrecht, et la mission de Lampsins, la baronne d'Aelders et trois autres agents hollandais devaient « montrer pour qui la voix du peuple plaide » ; « quelques jours [étaient] nécessaires pour cela » était-il précisé⁷⁷. Selon toute vraisemblance, il s'agissait de mobiliser des publicistes corruptibles ou compréhensifs pour défendre la position stadhouderienne à la cour de Versailles, face aux « Américains », emmené par les marquis Gilbert du Motier de La Fayette et Anne César de La Luzerne, rodés à l'action diplomatique autant que clandestine. L'affaire s'annonça toutefois délicate, en raison de « l'entêtement réciproque » de Lampsins et des intervenants choisis⁷⁸.

Les tergiversations de Willem V autour des opérations militaires conduisirent à ajourner *sine die* la mission de Lampsins et à créer une nouvelle situation par l'exploitation du roi de Prusse, Friedrich Wilhelm II., de l'offense faite à sa sœur, Friederike Sophie Wilhelmina von Preußen, princesse van Oranje. Le 28 juin, elle fut arrêtée par un barrage de « patriotes » alors qu'elle cherchait à rentrer dans la province de Hollande. Aussitôt, une machinerie diplomatique se mit en place entre d'une part les ministres de France, de Prusse et d'Angleterre, et de l'autre, les différents gouvernements, tant hollandais (*stadhouder* et « patriotique ») que français. À Versailles, les représentants prussien et britannique, le comte Bernhard Wilhelm von der Goltz et le chargé d'affaire William Eden, assiégèrent le ministre Armand Marc de Montmorin-Saint-Hérem, successeur de Vergennes depuis le 14 février 1787. Les ambassadeurs des *Staten-Generaal* (États-généraux), Berkenrode et Brantsen, l'un certainement en raison de son âge, l'autre de son adhésion aux « patriotes », ne jouèrent aucun rôle, comme paralysés par leurs divisions, plutôt que par une éventuelle paralysie des communications entre les Provinces Unies et Versailles. Par contre, Lampsins

⁷¹ AD, CP Hollande, 562.

⁷² Palm à Willem V, 9 janvier 1793, in *Ibid.*, p. 682 ; cf. Palm à Van de Spiegel, 5 avril 1793, in *Ibid.*, p. 684.

⁷³ AD, *op. cit.*, 584, Palm à Lebrun, 9 janvier 1793.

⁷⁴ NA, *op. cit.* ; G. W. Vreede, *op. cit.*

⁷⁵ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 29 mai 1793.

⁷⁶ Van Citters à Van de Spiegel, 18 avril 1787, in G.W. Vreede, *op. cit.*, p. 316.

⁷⁷ De Larrey à Van de Spiegel, 18 avril 1787, in *Ibid.*

⁷⁸ Wilhelmina à Van de Spiegel, 28 avril 1787, in *Ibid.*, p. 340.

et la baronne d'Aelders intervinrent pour le compte de Willem V. Cette dernière, parlant généralement de sa mission à Paris, mais pointant évidemment cette opération, sur laquelle elle revint dans maints courriers, évoqua avoir employé « tous ses moyens *moraux* et *physiques* »⁷⁹. Comme elle souligna elle-même ces deux mots, il importe de les interroger. Le dernier mot employé voulait évidemment signifier qu'elle ne ménagea pas son énergie à défendre sa cause. Par contre, pourquoi ajouter le critère moral, si ce n'est pour signifier qu'elle usa de son corps si le besoin s'en faisait sentir ? Et avec Étienne-Charles de Loménie de Brienne, principal ministre depuis le 1^{er} mai précédent, autant réputé pour son goût pour l'intrigue que pour passer ses matinées ministérielles à écrire des billets à diverses dames⁸⁰, Etta Palm avait une partition aisée à jouer. Lampsis comme elle savaient « l'indécis ministre confesseur »⁸¹ sensible au charme féminin. Et n'avoua-t-elle pas avoir passé « 3 jours dans un *certain cabinet* à Versailles »⁸² ?

La question qui agita les partisans du *stadhouder*, aux Pays-Bas comme à Versailles, était de savoir si des troupes françaises allaient se porter au secours des « patriotes » hollandais révoltés. Aussi la baronne d'Aelders dut-elle convaincre « le premier [sic] ministre de l'injustice de faire marcher le camp de Givet »⁸³. Autrement dit, elle devait faire en sorte qu'aucune troupe ne fut envoyée au Mont d'Haur, ce vaste plateau dominant la rive droite de la Meuse. Dans les premiers jours de juillet, Etta Palm était déjà parvenue à savoir qu'un corps de douze mille hommes s'y déploierait « avant le mois d'Août ». Elle ne pouvait tenir cette information de personne d'autre que de Loménie de Brienne ; à moins que Lampsins eut déjà quelque intelligence avec un personnel du ministère de la Guerre. Toujours est-il que la princesse Wilhelmina van Oranje estimait ces « nouvelles authentiques »⁸⁴. Les bureaux du secrétaire d'État à la Guerre, le marquis Philippe Henri de Ségur, estimait ce mouvement à quatorze millions de livres. Des fonds que le principal ministre savait, depuis que Calonne l'avait affirmé en janvier précédent, ne pas avoir en caisse⁸⁵. La question fut évoquée par Montmorin le 3 août à destination de l'ambassadeur de France à La Haye, le marquis Charles-Olivier de Saint-Georges de Vérac⁸⁶. Mais à la grande stupeur de Ségur, elle ne parvint pas à être évoquée en conseil de gouvernement. Il convient de bien placer cette question dans le contexte de la diplomatie française sur cette question hollandaise en août 1787. Jusqu'au 11 août, Montmorin réclama à Berlin l'arrêt des marches de troupes prussiennes vers Wesel, initié dès le 20 juin, donc huit jours avant l'incident de la sœur de Friedrich Wilhelm II., sous la forme d'un « camp d'exercice »⁸⁷. De son côté, après avoir commencé à financer la mise en place de corps francs dès le mois de mai précédent, Ségur entreprit d'envoyer des artilleurs et des ingénieurs qui s'infiltreraient aux Pays-Bas, sans armes, en civil et sous fausse identité ; toutefois, pour des questions de sécurité, leur mission apparaîtrait en toute lettre sur leur passeport, signé du commandant de Valenciennes⁸⁸.

Tout change ensuite. Jugé trop inféodé aux « Patriotes », Vérac fut rappelé le 19 août ; il ne quitta La Haye que le 9 septembre et son remplaçant ne dépassa jamais Anvers⁸⁹. À elle-seule, cette mesure signifiait la fin du soutien français aux Hollandais. Ensuite, Ségur fut empêché de présenter son plan d'intervention, c'est-à-dire la mise en place du camp de Givet, pendant quatre séances du conseil d'État, celles des 11, 12, 18 et 19 août. À chacune d'elles, le secrétaire d'État à la Guerre soumit sa demande. Et à chaque fois, Loménie de Brienne interpella un collègue, qui aimait se lancer dans de longues logorrhées nourries de souvenirs, « dont sa riche mémoire [était] meublée », et que Louis XVI aimait écouter. Pour finir, l'affaire de Ségur était renvoyée au conseil suivant, faute de

⁷⁹ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 30 juin 1794.

⁸⁰ Cf. J.-C. Petitfils, *Louis XVI*, Paris, Perrin, 2015, p. 559-582 ; Thuau-Grandville, « Introduction » [1796], in J. Mavidal, E. Laurent (dir.), *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, I, Paris, Libr. adm Paul Dupont, 1879, p. 154.

⁸¹ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 1794 [entre octobre 1794 et janvier 1795].

⁸² *Ibid.*, 29 mai 1793. C'est Palm qui souligne.

⁸³ *Ibid.*.

⁸⁴ Wilhelmina à Friedrich Wilhelm II., 13 juillet 1787, in H.T. Colenbrander, *op. cit.*, III, 1786-1787, 1899, p. 173.

⁸⁵ H. de Peyster, *Les troubles de Hollande à la veille de la révolution française (1780-1795)*, Paris, Libr. Alph. Picard, 1905, p. 209.

⁸⁶ AD, *op. cit.*, 573.

⁸⁷ *Ibid.*, 574, Montmorin à Vérac, 3 août 1787 ; P. Coquelle, *op. cit.*, p. 365 ; H. de Peyster, *op. cit.*, p. 210.

⁸⁸ *Ibid.*, Vérac à Montmorin, 17 août 1787.

⁸⁹ *Ibid.*, Montmorin à Vérac (lettres officielle et particulière) et à Saint-Priest, 20 août, 21 et 29 septembre 1787.

temps⁹⁰. Suite à la démission de son collègue de la Marine, le 24 août, Ségur demanda à rendre son portefeuille cinq jours plus tard. La question de l'envoi de troupes en Hollande avait à ce moment-là perdu tout intérêt. Quinze jours plus tard, les Prussiens intervinrent et Willem V put rentrer à La Haye le 20 septembre, la capitulation d'Amsterdam intervenant le 10 octobre suivant.

Cette manœuvre fut le fait de la baronne d'Aelders. Il lui aura suffi d'entreprendre pendant trois jours le corruptible Loménie de Brienne. Cette opération, en coordination avec le ministre von der Goltz, dut avoir lieu du 3 au 6 août, c'est-à-dire avant le conseil d'État du 8 août, celui du 5 ayant été dévolu au seul Lit de justice du lendemain. De plus, Lampsins quitta Paris peu après, étant à La Haye le 10 août⁹¹, en route pour Nimègue. L'information étant d'importance, il fallait donc que l'affaire fût entendue avec le principal ministre. Il resta à Etta Palm de triompher encore d'une chausse-trappe imprévue. Alors que le projet de camp de Givet, voulu par Ségur, semblait définitivement enterré, un « agent secret » de La Luzerne, en liaison avec les « patriotes » depuis décembre, arriva à Versailles aux alentours du 20 août⁹². Il s'agissait d'un ancien officier de Maillebois, Jean Ternant⁹³, et la baronne d'Aelders la rencontra peut-être lors d'un précédent séjour à la cour, au début de l'été 1787 pour une mission clandestine⁹⁴. Le 29 juillet 1789, il avait adressé un mémoire secret pessimiste à Montmorin⁹⁵. Son nouveau séjour, tout aussi clandestin que deux ans plus tôt, s'inscrit dans la suite de ce rapport. Il demanda deux choses, à savoir des fonds pour les « patriotes »⁹⁶. Il fut aussi reçu par la marquise de Champcenetz et la duchesse de Brancas, sa sœur, et ce fut certainement en cette société que la baronne d'Aelders s'opposât « aux sollicitations de M. de Ternant »⁹⁷. Celui-ci retourna en Hollande, début septembre, sans savoir si des troupes françaises viendraient à son secours et qu'il ne « serai[t] pas abandonné »⁹⁸.

Ces succès comme la proximité d'Etta Palm avec Goltz eurent deux conséquences sur Montmorin. La première l'amena à ne plus la voir que comme une « Hollandaise (...) vendue à la princesse d'Orange et à la Prusse »⁹⁹, alors qu'elle resta toujours un « agent secret » de Willem V. L'autre, découlant de cette mésestimation du ministre, ainsi que le constata, en octobre 1789, un émissaire du *Raadpensionaris* à Paris, Rudolf Hentzy, l'amena à manier « tous les verrous du cabinet des ministres et [savoir] parfaitement bien ce qui se passe »¹⁰⁰. Autrement dit, le courant « patriote » n'était pas seulement abandonné — Vérac en fut réduit à présenter ses excuses personnelles aux hommes qu'il avait financés¹⁰¹ —, mais la diplomatie française à l'égard des Provinces Unies fut sous contrôle jusqu'au départ de Montmorin, le 20 novembre 1791. Toutefois, le clan Champcenetz-Brancas-Breteuil ne s'avoua pas vaincu puisqu'Etta Palm fut une nouvelle fois menacée d'une lettre de cachet¹⁰². De même, elle perdit son contact avec Brantsen, rappelé en raison de la restauration à La Haye de Willem V¹⁰³.

Face à l'autre révolution, celle de France

À La Haye, la normalisation amena les *Staten-Generaal* à élire un *Raadpensionaris*, plus acquis que Pieter van Bleiswijk à Willem V, mais également plus représentatif de la nouvelle alliance des Provinces Unies avec l'Angleterre. Sir James Harris. Le ministre britannique craignait qu'un

⁹⁰ L.-P. de Ségur, *Œuvres complètes de M. le Comte de Ségur (...) Mémoires ou souvenirs et anecdotes*, III, Paris, Eymery, 1826, p. 287-288.

⁹¹ The National Archives (TNA), Londres, FO 37/17, Harris à Carmarthen, 10 août 1787.

⁹² AD, *op. cit.*, 574, La Coste à Bourgoing, 15 août 1787.

⁹³ Cf. Frank Whitney, *Jean Ternant and the Age of Revolutions. A Soldier and Diplomat (1751-1833) in the American, French, Dutch and Belgian Uprisings*, Jefferson, McFarland, 2015.

⁹⁴ TNA, FO 37/11, Harris à Carmarthen, 2 juin 1786.

⁹⁵ AD, *op. cit.* ; cf aussi Ternant à Montmorin, 15 juillet 1787.

⁹⁶ Alfred Cobban, *Ambassadors and Secret Agents. The Diplomacy of the 1st Earl Malmesbury at the Hague*, Londres, Cape, 1954, p. 160.

⁹⁷ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 1794 [entre octobre 1794 et janvier 1795].

⁹⁸ AD, *op. cit.*, Ternant à Caillard, 23 septembre 1787.

⁹⁹ Montmorin à Mirabaud, 9 mars 1791, *in op. cit.*

¹⁰⁰ H.T. Colenbrander, *Nederland...*, *op. cit.*, p. 156n1.

¹⁰¹ AD, *op. cit.*, Vérac aux « patriotes », 8 septembre 1787.

¹⁰² KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 29 mai 1793.

¹⁰³ H.T. Colenbrander, *De patriottentijd*, *op. cit.*, I, p. 361; II, p. 49-50.

complot français ne cherchât à renverser la maison d'Orange et avait décidé de devenir « chef de parti » (en français) et de soutenir l'« association » pro-stadhouderienne¹⁰⁴. Depuis le 26 mai 1786, il disposait même d'un atout dans son jeu, Laurens Pieter van de Spiegel, *Pensionaris* de Zélande¹⁰⁵. Depuis juillet 1786, ce dernier était même en relation avec le diplomate anglais, même si la « coopération [de Harris] avec M. Van de Spiegel [devait] être soigneusement cachée au prince » Willem V¹⁰⁶. Pendant la crise, les deux hommes n'échangèrent que sur des sujets uniquement relatifs à la Zélande¹⁰⁷. Puis, quand le duc Charles de Brunswick, qui avait mené les armées prussiennes à la victoire contre les « patriotes », proposa au diplomate que le Zélandais devînt le nouveau *Raadpensionaris*¹⁰⁸, Harris fut persuadé que ce choix serait favorable pour l'Angleterre autant que pour la Hollande. Il estimait Van de Spiegel, qu'il voyait comme

« l'unique homme qui a une tête faite pour la conception de grandes idées, et dont l'énergie et le courage augmentent avec la pression et les difficultés du moment, quels que amples soient-ils¹⁰⁹. »

Il déchantait quelque peu après l'élection de Van de Spiegel, le 3 décembre 1787, quand l'unité de vues sur la reconstruction de l'État stadhouderien se fractura légèrement¹¹⁰. Le nouveau *Raadpensionaris* s'avéra d'abord au service de Willem V.

Cette entreprise l'occupait, comme la prise en main de son baillage de Vlissingen, où il fut virtuellement nommé en avril 1787¹¹¹, alors qu'il était à Paris, tint Lampsins loin de la baronne d'Aelders. Celle-ci le recontacta à la fin du printemps 1788, suite à la publication d'un ouvrage qui n'était qu'une « cabale odieuse (...), un fatras d'odieuse calomnies »¹¹². Elle parlait évidemment du pamphlet de Mirabeau, publié le 1^{er} avril, *Aux Bataves sur le Stadhouderat*. Entreprise collective, puisque Mirabeau fut notamment aidé de Marie Antoine Cerisier, un « patriote » hollandais réfugié, mais Français de naissance, rentré en septembre précédent¹¹³, ce brûlot louait les Bataves pour avoir tenté d'unifier les terres hollandaises, passait en revue les actes répréhensibles des différents *stadhouders* depuis 1572 et les exhortait au courage dans l'adversité¹¹⁴. Révoltée par ce tissu d'insultes envers Willem V, Etta Palm se souvint-elle de la mission avortée de l'année précédente, consistant à se constituer un groupe de publicistes chargés de défendre la république des Provinces Unies ? Ou bien Lampsins l'y encouragea-t-il à l'occasion d'un échange épistolaire dont aucune trace ne fut gardée ? À moins qu'elle n'attendît la publication de réponses à Mirabeau, comme *Ma dette payée à la patrie*¹¹⁵, dédiée à la princesse van Oranje, ou *A monsieur de Mirabeau*¹¹⁶, pour proposer la sienne et l'adresser à Lampsins, qui l'enjoignit à le faire parvenir au *stadhouder* ? Toujours est-il qu'elle publia son opus sous formes de *Réflexions*¹¹⁷, comme *Ma dette...*, tout en empruntant la mauvaise connaissance de la langue française, sans s'en excuser comme l'auteur d'*A monsieur de Mirabeau*. Contrairement à ses modèles, l'opuscule d'Etta Palm se voulait une réponse actuelle, c'est-à-dire sur les événements du seul régime de Willem V, ceux auxquels elle avait apporté sa contribution. C'est pourquoi y figura l'affaire des papiers du duc de Brunswick, ou qu'elle s'attaqua en substance une critique des « patriotes », représentés comme des aristocrates paresseux, sans vergogne, pensionnés

¹⁰⁴ TNA, FO 37/13, Harris à Carmarthen, 3 et 23 janvier 1787 ; *Diaries and Correspondence of James Harris, First Earl of Malmesbury, II*, Londres, Bentley, 1844, p. 266 et 272-273. Cf. A. Cobban, *op. cit.*, p. 80-116. Cette initiative influença fortement William Wickam lorsqu'il fut chargé en août 1793 de mettre en place une structure contre-révolutionnaire d'espionnage [cf. E. Sparrow, *Secret Service. British Agents in France 1792-1815*, Woodbridge, Boydell Press, 1999].

¹⁰⁵ *Ibid.*, FO 37/11.

¹⁰⁶ *Ibid.*, Harris à Carmarthen, 28 juillet 1786.

¹⁰⁷ *Ibid.*, FO 37/15 et 17.

¹⁰⁸ *Ibid.*, FO 31/18 ; *Diaries and Correspondence...*, p. 401-402.

¹⁰⁹ *Ibid.*, FO 31/16, Harris à Carmarthen, 25 juillet 1786 ; *Ibid.*, p. 213.

¹¹⁰ *Ibid.*, FO 31/20, Harris à Carmarthen, 18 décembre 1787 ; *Ibid.*, p. 409.

¹¹¹ Van Citters à Van de Spiegel (post-scriptum), 22 avril 1787, in G.W. Vreede, *op. cit.*, p. 319.

¹¹² KH, *op. cit.*, inv. 746, Etta Palm à Willem V, 3 octobre 1788.

¹¹³ Jeremy D. Popkin, « From Dutch Republican to French Monarchist: Antoine-Marie Cerisier and the Age of Revolution », *Tijdschrift voor Geschiedenis*, n° 102, 1989, p. 534-544.

¹¹⁴ Honoré-Gabriel de Riquetti de Mirabeau, *Aux Bataves sur le stadhouderat*, s.l., 1788.

¹¹⁵ *Ma dette payée à la patrie, ou Réflexions superficielles sur l'Avis aux Bataves*, s.n.s.l., 1788.

¹¹⁶ *À monsieur de Mirabeau. Première lettre*, s.n.s.l., 1788.

¹¹⁷ *Réflexions sur l'ouvrage intitulé Aux Bataves sur le Stadhouderat, par le Comte de Mirabeau*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1788.

par un gouvernement étranger, la France en l'occurrence. Bien qu'anonyme comme ses deux modèles, l'entreprise n'était donc pas sans risque. Aussi Etta Palm chercha à lui donner une large diffusion. Elle déposa son opuscule chez les marchands de nouveautés de Paris, comme toute publication d'actualité immédiate. Lampsins, à qui elle fit passer un exemplaire, lui conseilla d'en adresser un directement au *stadhouder*. Elle s'exécuta le 3 octobre et le 23 novembre 1788, le second envoi étant destiné au *Raadpensionaris*¹¹⁸. Selon toute vraisemblance, elle adressa à chaque fois ses « réflexions imprimées » en langue française. Ses correspondants y trouvèrent

« la défense d'une si bonne cause ne saurait être confiée en de meilleures mains que les vôtres, Madame, et j'ose vous prier de continuer à lui vouer vos talents (sic) et votre zèle vraiment patriotique.¹¹⁹ »

Autrement dit, tant Willem V que Laurens Pieter van de Spiegel furent satisfaits de l'opération d'Etta Palm. Ils imaginèrent également que l'édition en français put être traduite en hollandais, pour trouver un écho parmi la population et en faire un instrument de combat contre les « patriotes » silencieux¹²⁰.

Dès le 30 janvier 1789, le *Raadpensionaris* lui confia sa première mission. Elle fut chargée de rencontrer Montmorin, pour évoquer avec lui la question « de ces gens qui lui [pesaient] tant sur les bras », c'est-à-dire des « patriotes » réfugiés en France¹²¹. En 1788, il s'agissait de 1 924 individus, hommes, femmes et enfants, pensionnés par les Affaires étrangères pour 829 448 livres¹²². Van de Spiegel estimait que ces émigrés pouvaient « librement retourner à ses foyers sans être molesté ni inquiété par qui que ce [fut], pourvu qu'on se conform[ât] à la constitution du pays. » Dans son esprit, seuls « un très petit nombre de personnes », « les chefs et les auteurs, comme on ferait en tous les pays policés du monde connu » seraient justifiables. Il conseilla donc à son « agent secret » de s'adresser « hardiment » à « ce certain Seigneur ». Et ce d'autant plus lui paraissait

« très singulier qu'en France on nous reproche d'être durs, sévères, même injustes envers ces gens ; que là on vient à leur secours par des pensions ou autres manières de subsister, tandis que ces mêmes gens se moquent publiquement de notre douceur à leur égard, qu'ils traitent de faiblesse [sic] en des chansons et des pamphlets envoyés de St Omer »¹²³.

Cette lettre datait l'idée de la baronne d'Aelders, comme elle l'expliqua dans une lettre à Van de Spiegel le 29 mars 1790, « de faire des amis et des défenseurs de [la Hollande] de ceux qui en sont les frondeurs et les antagonistes »¹²⁴. Pour cela, il lui fallait se mettre à manipuler des agents dans le monde des journalistes, inconnus alors à Versailles, mais qui peuplèrent le Paris de la Révolution.

Dans un premier temps, il lui fallait trouver un moyen d'attirer leur attention. Un livre serait immédiatement un moyen d'interpeler ces soutiens des « patriotes ». La traduction de la réponse d'Etta Palm à Mirabeau faisait évidemment l'affaire. Il est malaisé de retracer la chronologie de cette première étape de son « plan » qui laissa croire à l'édition d'un second ouvrage¹²⁵. Treize mois séparaient la première lettre de Van de Spiegel et sa première mention d'un « ouvrage », le 18 janvier 1790. Une série de lettres de la baronne d'Aelders étaient citées pour l'année 1789, « quatre » le 30 janvier, plusieurs le 5 juillet et une « lettre particulière » le 22 décembre, sans que l'on put deviner leur sujet par les réponses qu'en fit le *Raadpensionaris*¹²⁶. Ce silence peut s'expliquer par l'actualité politique française de la période, depuis l'ouverture des États-généraux, le 5 mai 1789, jusqu'à la proclamation d'une « Assemblée nationale » le 17 juin, et la séance dite du serment du Jeu de Paume, trois jours plus tard, avant la prise de la Bastille, le 14 juillet, l'abolition de la féodalité, le 4 août, la proclamation des libertés fondamentales, les journées des 5 et 6 octobre 1789 ; cette situation occupa inévitablement l'« agent secret » hollandais, soucieuse de bien informer La Haye sur « le grand théâtre où [elle se trouvait et qui] offr[ait] de jour en jour de nouvelles scènes »¹²⁷.

¹¹⁸ KH, *op. cit.* et NA, 3.01.26, inv. 49, Van de Spiegel à Palm, 5 décembre 1788.

¹¹⁹ NA, 3.01.26, inv. 49, *op. cit.*

¹²⁰ AN, T 364/7 et *Aanmerkingen op een werk betydt: Aan de Batavieren over het stadhouderschap, van den heere graave de Mirabeau, door den schryfster vertaald*, s.lnd [Paris, 1790].

¹²¹ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 30 janvier 1790.

¹²² *Ibid.*, 2.21.057, inv. 13.

¹²³ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 30 janvier 1790.

¹²⁴ *Ibid.*, Van de Spiegel à Palm, 7 mai 1790

¹²⁵ J.A. Vega, « Feminist Republicanism, *op. cit.*, p. 335.

¹²⁶ NA, *op. cit.*

¹²⁷ *Ibid.*, Van de Spiegel à Palm, 5 juillet 1789.

Tout juste pouvait-on affirmer que la question du second ouvrage ne fut pas soulevée. Seul l'émissaire Rudolf Hentzy, dans une lettre du 25 octobre 1789, évoqua « un ouvrage sur le faux patriotisme batave, qui ne fera pas également plaisir à tout le monde », dont elle lui fit la lecture¹²⁸. Puis, fin décembre, Maillebois put néanmoins en lire « quelques fragmens (sic) », lors de son passage chez la baronne¹²⁹. Il fallait aussi compter avec la désorganisation de la poste, que ce soit vers Vlissingen où était basé Lampsins, ou bien La Haye. En effet, ce second manuscrit n'arriva qu'en janvier 1790, après avoir « été si longtems (sic) en route ». Le traitant d'Etta Palm le transmit ensuite à Van de Spiegel qui, pris par ses occupations communes, préféra sous-traiter la lecture de l'ouvrage à « un ami »¹³⁰. Il s'agissait

« d'un homme très capable et qui est à même plus que personne de juger des mérites de cette production, parce que non seulement il connaît parfaitement la constitution, et les vues de ceux qui se sont attachés à la renverser, mais qui même, et avant et après la révolution, a eu une part active aux affaires¹³¹ ».

Cette description correspondait parfaitement à l'universitaire orangiste leydois Adriaan Kluit¹³². Après trois mois, la traduction de la baronne d'Aelders avait grossi de douze pages et était prête à être renvoyée à Paris. Pour éviter que ne se reproduisissent les retards originaux, Van de Spiegel confia le volume à un officier suisse, le comte Charles Daniel de Meuron, qui rejoignait dans la capitale française sa maîtresse, la comtesse Marie-Victoire Duhamel de Précourt, séparée de son époux¹³³. Au 7 juin, l'ouvrage n'était pas sous presse, Etta Palm l'ayant mis « entre les mains d'une des plus fermes appuis de la constitution qui a de l'amitié pour moi »¹³⁴ ; il pouvait s'agir du comte Charles de Lameth, membre du Comité de surveillance de la municipalité parisienne. L'ouvrage étant en langue hollandaise, il ne s'agissait alors pas de le lui faire lire, mais de le tenir en sûreté jusqu'à ce que la composition et l'impression fussent réalisées.

La baronne d'Aelders avait des raisons de redouter, moins l'insécurité parisienne induite par la situation générale française, que l'inimitié des « patriotes » hollandais y réfugiés en nombre depuis septembre 1787. Dans la petite communauté de la capitale, son rôle dans l'échec de la révolution avait sinon été révélé, du moins deviné. Son premier ouvrage, ses *Réflexions...* en réponse au pamphlet de Mirabeau, avait contribué à cette révélation, même si la diffusion fut apparemment confidentielle. De La Haye était peut-être venu le bruit d'une future traduction hollandaise ou bien une fuite s'était produite chez l'imprimeur, toujours fut-il que l'ancien pasteur de la chapelle de l'ambassade, Paul Henri Marron, passé dans le camp des « patriotes » en 1789, tenta de mettre fin à l'opération de propagande d'Etta Palm en la dénonçant comme « mauvaise citoyenne » à un journaliste¹³⁵. Mais les protections dont semblait jouir la baronne firent reculer ce dernier. Plutôt que de conduire la Hollandaise à la modération, elle eut l'idée de développer une influence pro-stadhouderien, sur le même modèle que celui pensé par Harris ; il ne fallait pourtant pas y voir une coordination, puisque Van de Spiegel, qui était lié à Harris, se montra dubitatif à l'intention de son « agent ».

Cela ne la mit cependant pas à l'abri d'un associé de Mirabeau dans l'entreprise d'avril 1788, Marie Antoine Cerisier. Celui-ci avait créé en décembre 1789, *La Gazette Universelle*. Ce fut justement par ce moyen que le journaliste « patriote » entendit faire rendre gorge à l'« agent secret » hollandais. Etta Palm savait à quoi s'en tenir parce que Cerisier était une cible pour Van der Spiegel. Le 30 janvier, répondant à son informatrice, qui lui avait parlé d'un « libelle inflammatoire » dont on ne parlait pas encore à La Haye, le *Raadpensionaris* évoqua ironiquement « un homme qui se permet[tait] tant d'honneurs »¹³⁶. En fait, il parlait de Cerisier, qui avait publié anonymement « un écrit contenant le germe des principales réformes » dont la Révolution devait se nourrir, *Régénération de la France par les États généraux*. Cet ouvrage, terminé le 15 octobre 1788, contenait deux éléments

¹²⁸ H.T. Colenbrander, *Nederland...*, op. cit., p. 156n1.

¹²⁹ *Ibid.*, Palm à Van de Spiegel, 15 avril 1790.

¹³⁰ *Ibid.*, Van de Spiegel à Palm, 18 janvier 1790.

¹³¹ *Ibid.*, 12 février 1790.

¹³² Il avait publié en 1785 *De soevereiniteit der Staten van Holland verdedigd* [Défendre la souveraineté des États de Hollande].

¹³³ Guy de Meuron, *Le Régiment Meuron, 1781-1816*, Lausanne, Le Forum historique/Éditions d'en bas, 1982, p. 73.

¹³⁴ NA, op. cit..

¹³⁵ *Ibid.*, Van de Spiegel à Palm, 24 mai 1790.

¹³⁶ *Ibid.*, inv. 49, 30 janvier 1789.

d'identification sous la double forme d'une note sur l'échec de la révolution de 1787 et d'une annexe présentant « l'esquisse d'un plan de réforme général pour les Provinces Unies » qui s'achevait par un tonitruant : « Bataves, choisissez »¹³⁷. La baronne d'Aelders avait identifié son auteur grâce à un de ses contacts, le journaliste Jean-Louis Carra¹³⁸, qui était aussi ami de Cerisier. Ce dernier devint rapidement l'objet de l'attention de la Hollandaise, réagissant au moins jusqu'en janvier 1791¹³⁹ dans *Le Spectateur national ou le modérateur* ou dans les *Annales patriotiques et littéraires*, de Carra, aux « extraits de lettres » de Hollande, de La Haye ou d'Amsterdam que *La Gazette Universelle* publiait.

Etta Palm s'attendait à une réponse de Cerisier¹⁴⁰, même s'il semble qu'elle n'en mesura pas l'ampleur. Le 19 juillet 1791, le journaliste annonça l'arrestation de la Hollandaise aux côtés de celle de deux présumés agents de l'Angleterre et de la Prusse¹⁴¹. Il ajouta néanmoins des éléments personnels paraissant inspirés de ceux contenus dans le « pamphlet vicieux contre l'avocat M. J. Munnik à Amsterdam » de 1776. Le journaliste était alors à Utrecht, occupé à un *Tableau de l'histoire générale des Provinces Unies*, qui l'avait nécessairement mis en contact avec la saillie amstellodamienne et cela se retrouvait dans ce trait où il affirma que la baronne d'Aelders, n'avait « connu d'autres barons que ceux qui l'avaient honorée de leurs visites »¹⁴². L'objectif était donc, comme quinze ans plus tôt, de souiller moralement la femme, à défaut de l'éliminer physiquement. Et ce d'autant que la prise au corps n'avait eu lieu que quelques heures avant que l'édition du jour fut imprimée¹⁴³, ce qui amena la *Feuille de correspondance*... à « confondre (...) le sieur Cerisier » dès le 23 juillet. Libérée dès le 20 juillet au soir, la baronne d'Aelders put inspirer cet hebdomadaire royaliste, comme elle le fit dès sa libération en écrivant « à l'auteur du *Courrier [des LXXXIII départements]* » (25 juillet). La réponse de la Hollandaise s'échelonna dans plusieurs journaux, notamment républicains, comme le modéré *Patriote français* ou les plus violentes *Annales patriotiques*, entre le 22 (évocation de l'affaire) et le 29 (publication de la réponse d'Etta Palm) juillet. À cette réponse médiatique immédiate, elle ajouta, dès août, un *Appel aux françoises*..., reprenant toutes ses interventions publiques depuis le 30 décembre 1790, la plupart déjà publiées dans *La Bouche de fer*, l'organe du Cercle social auquel elle appartenait. Le dernier mot revint à Cerisier, qui publia anonymement un *Détail exact du complot forme au milieu de Paris par les puissances étrangères, avec le nom des conspirateurs*¹⁴⁴, où il répéta à nouveau ses arguments.

De La Haye, Van de Spiegel suivit avec décalage cet échange, « tremblant pour » Etta Palm et l'enjoignant à la modération¹⁴⁵. La nouvelle de son arrestation était parvenue jusque dans la république et l'hebdomadaire *De Ommelander Courant*, de la province de Groningue, avait repris, le 2 août, les propos de la *Gazette Universelle* du 19 juillet. Les conséquences ne pouvaient qu'être désastreuses pour la sécurité de l'« agent secret » du *Raadpensionaris*. De fait, Etta Palm dira encore, le 30 juillet 1794, qu'« à Groningen, [s]es voisins [la] haiss[ai]ent comme espionne du *stadhouder* »¹⁴⁶. Parallèlement, Van de Spiegel chercha à faire corriger une « négligence » du « ministre de Prusse », le comte von der Goltz, qui avait dit avoir « vu et reçu une Madame d'Aelders, comme une femme à laquelle il connaissait des relations directes avec la sœur de son Souverain »¹⁴⁷. De son point de vue, il était impossible d'impliquer l'épouse de Willem V dans quelle que cabale que ce fût. Il l'avait déjà rappelé à Etta Palm au printemps 1790, lorsque la révélation du complot Maillebois commença à apparaître dans la presse française et internationale¹⁴⁸. Un an plus tard, le *Raadpensionaris* le demanda à l'ancien ambassadeur des États-généraux à Versailles, Gerard Brantsen, revenu à Paris avec la

¹³⁷ *Régénérations*..., Lyon, 1788, p. 32-33 et 75-79 ; *La Gazette universelle*, 25 juillet 1791.

¹³⁸ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm et Palm à Van de Spiegel, 12 février 1790 et 20/21 juin 1790.

¹³⁹ *Spectateur national ou le modérateur*, 22 juillet 1791.

¹⁴⁰ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 24 mai 1790.

¹⁴¹ *La Gazette universelle*, 19 juillet 1791.

¹⁴² *Ibid.*, 25 juillet 1791.

¹⁴³ AN, F⁷ 4659.

¹⁴⁴ Paris, Impr. de Laurent, 1791.

¹⁴⁵ NA, *op. cit.*, 2 septembre 1791.

¹⁴⁶ *Decreeten van de Provisioneele representanten (...)*, *op. cit.*, p. 685.

¹⁴⁷ *Spectateur national ou le Modérateur*, 21 janvier 1791 ; *La Gazette universelle*, 25 juillet 1791.

¹⁴⁸ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 12 février et 16 avril 1790. Cf. *Ibid.*, Palm à Van de Spiegel, 15 avril 1790 ; Barry M. Shapiro, *Revolutionary Justice in Paris, 1789-1790*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 175-187.

Révolution ; ce dernier avait délaissé ses opinions « patriotiques » et était devenu un correspondant de Van der Spiegel.

« Cette femme entretient une vaste correspondance avec ici le pays sur les nouveautés qui se passent à Paris : sur cette base, j'ai aussi fait sa connaissance par M. Lampsins, et de temps en temps elle me fournit des journaux, des gazettes et des feuilles volantes ; quelquefois je lui écris encore par courtoisie, quand je paye son découvert ; mais elle n'a été employée à aucune commission que ce soit, et si l'on peut penser le contraire, je prie M[onsieur], sur la base d'informations indiscutables, s'il vous plaît, de le contredire »¹⁴⁹.

Le *Raadpensionaris* ne pouvait avouer dans une lettre à un tel correspondant et dans de telles circonstances que la baronne d'Aelders fut un « agent secret ». Son objectif était double : non seulement il lui fallait obtenir d'exonérer la princesse van Oranje de toute connexion avec une situation rappelant 1787, mais il lui importait de dégager aux yeux des « patriotes » comme des Parisiens toute accusation d'espionnage de la part d'Etta Palm. À cette dernière, le 2 septembre 1791, il lui lança toute sa sollicitude, depuis une autre capitale où il était en sécurité :

« Adieu, Madame ; modérez-vous un peu pour ce que vous appelez la cause du peuple ; vous faites quelquefois que vos amis tremblent pour vous¹⁵⁰. »

À Paris, celle-ci savait pouvoir encore compter sur le soutien de son réseau. Sa mission pour les Provinces Unies l'amena déjà à fréquenter les bureaux du quai des théâtres, où se trouvaient l'hôtel de Lautrec et les Affaires étrangères. D'un côté, elle conserva ses entrées auprès de Montmorin, qui resta à la tête du ministère jusqu'au 20 novembre 1791¹⁵¹ ; de l'autre, elle se ménagea des intelligences avec des membres du comité diplomatique de la Législative, créé le 27 juillet 1790 pour surveiller et censurer ledit ministre¹⁵² ; avec Antoine Barnave et Alexandre de Lameth¹⁵³, il ne fallait pas croire la baronne d'Aelders passée dans le camp jacobin, mais simplement la voir s'opposant à nouveau à Mirabeau, fidèle soutien de Montmorin, jusqu'à son décès le 2 avril 1791. Peu avant cette disparition, le ministre avait fait part à Mirabeau de sa crainte de se voir arrêter, imputant cette action à Etta Palm¹⁵⁴. Et Mirabeau était un ami de Cerisier... Mais il ne comptait pas parmi son réseau des responsables jacobins du poids de Barnave et Lameth, qui purent intervenir pour faire libérer promptement leur amie.

Un second réseau se composait des membres des cercles républicains et féministes des Ami(e)s de la Vérité, qu'elle avait créés ou rejoints entre avril 1790 et juin 1791. Outre les fondateurs de ces clubs, dans son domicile de la rue Favart, elle

« réunit autour d'elle des patriotes, mais elle recherche, sans le nier, non seulement des hommes ayant des principes, mais possédant une charpente solide. L'ex-capucin Chabot semble avoir perdu la voix, il y a quelque temps, à la tribune d'Etta Palm¹⁵⁵. »

En outre, « elle attirait chez elle des jeunes et jolies personnes (...). C'est chez elle que Chabot a connu la Prussienne qu'il a épousée »¹⁵⁶.

Les errances sentimentales du conventionnel François Chabot sont assez bien documentées, rendant ainsi possibles de détailler entre les amours d'Etta Palm et les recrutements qu'elle réalisa auprès des parlementaires et des journalistes. Au centre de ces dernières opérations, se trouva au moins une actrice du Théâtre-Français ; rappelons qu'en arrivant à Paris, une douzaine d'années auparavant, elle vécut à l'ombre de Palais-Royal et côtoya ces artistes. Elle recourut peut-être à l'entregent de l'épouse de l'ambassadeur Berkenrode, la danseuse Françoise Suzanne Foulquier. En l'occurrence, dans le cas de Chabot, il s'agit de Louise Come Descoings. Non seulement, elle le rencontra à l'Assemblée et se présenta à lui comme ancienne femme de chambre de Louise-Marie-Adélaïde d'Orléans, mais, surtout, elle l'emmena dîner rue Favart et lui demanda un service, qui mit fin à leur relation. Cette tentative de recrutement se déroula entre novembre 1791, au lendemain de l'arrivée de

¹⁴⁹ NA, *op. cit.*, inv. 181, 5 août 1791.

¹⁵⁰ *Ibid.*, inv. 50.

¹⁵¹ H. T. Colenbrander, *Nederland...*, *op. cit.*, p. 161.

¹⁵² Virginie Martin, « Le Comité diplomatique : l'homicide par décret de la diplomatie (1790-1793) ? », *La Révolution française* [Online], 3 | 2012, accès 7 octobre 2021, <http://journals.openedition.org/lrf/762>

¹⁵³ NA, *op. cit.*, Palm à Van de Spiegel, 20/21 juin 1790.

¹⁵⁴ 9 mars 1791, in *Correspondance entre le Comte de Mirabeau*, *op. cit.*.

¹⁵⁵ K. A. Oelsner, *op. cit.*, p. 222-223.

¹⁵⁶ P. R. Choudieu, *op. cit.*.

Chabot à Paris en octobre, et février suivant. Quatre mois plus tard, sans que l'on sut si elle passa par la rue Favart, Decoings se mit en ménage avec un autre député, Joseph Delaunay, vivant maritalement avec lui jusqu'à son arrestation, pour prévarication, en novembre 1793. Un mois plus tôt, Chabot n'avait pas épousé une Prussienne, mais une Autrichienne qui n'appartint jamais à l'entourage de Palm¹⁵⁷.

L'attrait d'Etta Palm pour des parlementaires était un moyen pour obtenir des données puisées au plus prêt des décisions politiques. Contrairement au comité diplomatique, qu'elle voyait comme un moyen d'action similaire à l'été 1787, la fréquentation de députés lui permettait d'assurer sa mission de veille informationnelle. Elle complétait sa lecture de la presse révolutionnaire, la légation des États-généraux des Provinces Unies s'occupant des journaux plus anciens et généralistes¹⁵⁸. En effet, ses fonctions d'« agent secret » l'amenaient toujours à veiller aux questions touchant son pays. Ce fut pourquoi elle prit l'habitude répondre aux articles qui lui déplaisaient dans des organes proches d'elle, comme, en juillet 1791, *Le Spectateur national ou le modérateur*, les *Annales patriotiques et littéraires*¹⁵⁹, *Le Courrier [des LXXXIII départements]* et *Le Patriote français*¹⁶⁰, mais aussi *La Chronique de Paris*¹⁶¹ et *Les Révolutions de Paris*¹⁶². Cette proximité avec les journaux de la Révolution eut deux conséquences : la première lui donna l'idée d'officialiser cette activité sous la forme d'un véritable groupe de pression au service de l'influence de la Hollande, dont Van de Spiegel doutait de la performance¹⁶³. S'il lui remboursa jusqu'en octobre 1794 « la livraison de journaux français » comme leurs « abonnements », le *Raadpensionaris* la pria de ne plus l'« inonder de cette quantité de plusieurs espèces » de publications, préférant ne plus recevoir que celles de Camille Desmoulins et de Jean-Louis Carra, soit *Les Révolutions de France* (28 novembre 1789-10 décembre 1792) et de *Brabant* et les *Annales*. En 1792, il recevait encore, outre les feuilles de Brissot et de Carra, deux titres publiant les travaux de l'Assemblée, le *Logographe* des frères Lameth, qui comptaient parmi le réseau de Palm, et le *Journal du soir de la rue de Chartres*¹⁶⁴. Van de Spiegel fut également prêt à lui payer les principales gazettes des Provinces Unies que la baronne d'Aelders lui demanda encore à l'été 1792, mais l'opération ne se réalisa pas¹⁶⁵.

Néanmoins, les paiements réguliers de Van de Spiegel laissaient entendre qu'il trouva un réel intérêt à ce commerce d'informations. N'estima-t-il pas que ses rapports « réuniss[aient] l'agréable à l'utile et à l'intéressant ; vous égayez les matières, vous les embellissez en les approfondissant en même temps »¹⁶⁶ ? Ne se délecta-t-il pas du « grand théâtre où vous vous trouvez offre de jour en jour de nouvelles scènes » ? Cette « spectatrice bien instruite (...) les [rendait] avec toute la naïveté et tout l'intérêt possible »¹⁶⁷. Aussi lui transmit-il des états de la situation politique intérieure et extérieure de la Hollande¹⁶⁸ qu'elle put distiller auprès des journalistes pour confondre ces plats bavards et incendiaires » des patriotes hollandais et de leurs thuriféraires. Puisée à la meilleure des sources inédites, conjuguée à la réputation de la baronne d'Aelders, son activité fut bien perçue par les journalistes de son réseau. Ainsi, le confirma une jeune recrue, Élysée Loustalot, éditeur des *Révolutions de Paris* :

« Le nom de patriote m'en avait imposé et ce que vous m'en dites, vous qui me paraissez une bonne

¹⁵⁷ J. de Bonald, *François Chabot, membre de la Convention (1756-1794)*, Paris, Émile-Paul, 1908, p. 66 ; A. Mathiez, *Un procès de corruption sous la terreur. L'affaire de la Compagnie des Indes*, Paris, Alcan, 1920, p. 82, 114-117, 217, 219, 235, 238, 291-298.

¹⁵⁸ Cf. É. Wauters, « Presse francophone et Révolution : la lecture de l'événement (1789-1793) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 94-95, 2005, p. 197-210.

¹⁵⁹ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 12 juin 1790 ; Palm à Van de Spiegel, 20/21 juin 1790.

¹⁶⁰ *Ibid.*, Palm à Van de Spiegel, 20/21 juin 1790.

¹⁶¹ *Ibid.*, 24 mai 1790

¹⁶² *Ibid.*, 7 juin 1790.

¹⁶³ *Ibid.*, Van de Spiegel à Palm, 7 mai 1790.

¹⁶⁴ G.W. Vreede, *op. cit.*, (1788-1795), 1877, p. 455 ; NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 4 novembre 1790 ; *Decreeten van de Provisioneele representanten (...)*, *op. cit.*, p. 684 (1792).

¹⁶⁵ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 8 septembre 1792.

¹⁶⁶ *Ibid.*, inv. 49, Van de Spiegel à Palm, 30 janvier 1789.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 5 juillet 1789

¹⁶⁸ *Ibid.*, inv. 50, Palm à Van de Spiegel, 18 janvier 1790.

républicaine, m'engage à m'instruire dans des sources plus pures »¹⁶⁹.

De sa correspondance avec Van de Spiegel, il est aisé d'en faire émerger trois entre janvier 1790 et juillet 1792 : la question du Brabant, traditionnelle zone tampon militaire, la mise en place d'une légion batave, que le *Raadpensionaris* connaissait « par une autre voix », certainement Brantsen ou Maximilien Yvot à Bruxelles, et l'inévitable reprise de la révolution dans les Provinces Unies¹⁷⁰. La question du Brabant provoqua une méprise de la part de Van de Spiegel, qui demanda à son agente à Paris de vérifier la promotion du *Rheinegraf* de Salm au rang de brigadier avec pension¹⁷¹. Il pensait évidemment au double renégat de 1787, qui avait abandonné tour à tour le *stadhouder* et les « patriotes », soit le maréchal de camp français Johann Friedrich von Salm-Grumbach¹⁷², alors que la presse de la fin 1790 parla du prince Friedrich III. zu Salm-Kyrburg, proche de La Fayette et chargé par Robespierre de déstabiliser le Brabant autrichien. Comme le premier était en possession de lettres pouvant ébranler la République, Van de Spiegel demanda à Etta Palm de s'assurer de la réalité des faits. Cette panique du *Raadpensionaris* faisait écho à celle de son agente qui avait annoncé la venue d'un « homme » chargé de déstabiliser les Province-Unies, sans autre indication. Affirmant qu'« il ne sera[it] pas difficile d'observer ses démarches »¹⁷³, Van de Spiegel admit implicitement qu'une *hoge politie* (haute police) existât déjà à cette époque à La Haye.

Le trio Chabot-Descoings-Delaunay cachait une affaire d'« intelligence économique », commencée avec l'envoi auprès de la baronne d'Aelders du comte Charles Daniel de Meuron, en juillet 1790, à l'initiative de Van de Spiegel. Propriétaire lésé d'un régiment suisse au service de la *Vereenigde Oostindische Compagnie* (Compagnie des Indes orientales, VOC), il devait empêcher le relèvement de son équivalent français, sabordé par la volonté gouvernementale en avril précédent. Il s'agissait de répondre à une volonté du *Raadpensionaris* d'attirer vers le marché d'Amsterdam les fonds qui profitaient des bonnes conditions sur le marché parisien, soutenu par les bons rendements de la Compagnie des Indes. La libéralisation du commerce français dans l'Océan Indien, par décret le 3 avril, avait conduit à la remise en cause du monopole de la Compagnie, qui décida de continuer son commerce. Une telle éventualité ruinerait les projets de Van de Spiegel, sauf à instiller des dissensions entre les actionnaires. Ce fut la mission de Meuron, Palm se contentant de lui ouvrir son réseau de sociabilités, notamment le financier Étienne Clavière et l'imprimeur Jean-Pierre Brissot. Depuis 1785, ils manipulaient les cours boursiers en publiant des pamphlets destinés à influencer dans un sens baissier le marché des actions surévaluées. À l'époque, ladite compagnie fut déjà visée¹⁷⁴. Et effectivement, cinq ans plus tard, des publications de quelques pages apparurent à Paris, certainement à l'époque de l'assemblée générale du 6 août 1790. Meuron était à Paris depuis un mois et Palm fréquentait depuis quelques mois déjà Clavière et Brissot, ce dernier ayant son imprimerie rue Favart. L'opération de Meuron déboucha sur action en justice de trois administrateurs mécontents des conditions de prorogation de la Compagnie des Indes, le 15 octobre suivant. Ce fut à cette époque que Meuron regagna la Suisse¹⁷⁵. Seulement la procédure s'enlisa, lorsque le *Raadpensionaris* s'enquit auprès de la baronne d'Aelders de son avancée¹⁷⁶. Et Chabot, puis Delaunay firent leur entrée, l'objectif étant alors une dénonciation à la Chambre de la prospérité des valeurs particulières alors que les valeurs publiques étaient dépréciées. Étonnement, l'argument de Delaunay, le 13 décembre 1791, emprunta la même logique que celle de Van de Spiegel... Deux ans plus tard, Chabot accusa son confrère d'exécuter un « plan de dissolution », évoqua les « intrigues de la Descoings (...) de même genre que celle de la baronne d'Aelders »¹⁷⁷.

¹⁶⁹ *Ibid.*, Loustalot à Palm, 3 juin 1790.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 18 janvier 1790 ; 14 juillet 1792 ; 12 février, 11 mars et 29 novembre 1790.

¹⁷¹ *Ibid.*, 28 janvier 1791.

¹⁷² SHD/DAT, 4 Yd 3151.

¹⁷³ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 11 mars 1790.

¹⁷⁴ R. Whatmore, J. Livesey, « Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 321, 2000, p. 1-26 ; R. Darnton, *Trends in radical Propaganda on the Eve of the French Revolution (1782-1788)*, doctorat non publié, Oxford, 1964, p. 54 ; *Ibid.*, «The High Enlightenment and the Low-Life of Literature», *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, p. 1-40.

¹⁷⁵ Guy de Meuron, *op. cit.*, p. 73.

¹⁷⁶ Na, *op. cit.*, 28 janvier 1791.

¹⁷⁷ A. Mathiez, *Un procès de corruption sous la terreur. L'affaire de la compagnie des Indes*, Paris, Alcan, 1920, p. 185.

Cette affaire témoignait de la force du réseau de socialité construit par Palm depuis son arrivée à Paris en 1773. Comme pour s'infiltrer à Versailles, elle choisit dans le Paris révolutionnaire un pivot sur lequel elle bâtit son réseau. Celui-ci fut son voisin du 3 rue Favard, Jean-Pierre Brissot. Sise dans l'entresol deux portes avant, elle ne pouvait avoir manqué les allers-et-venues dans l'imprimerie de ce dernier, qui donnait aussi sur la place du théâtre des Italiens, surtout dans l'optique de présenter à Van de Spiegel son projet de groupe d'influence médiatique qu'elle entendait mettre en place. Dans sa lettre du 29 avril 1790, elle évoqua « deux personnages », dont il est difficile de ne pas reconnaître Brissot et Carra, dont elle avait présenté le dernier au *Raadpensionaris* comme un « ami »¹⁷⁸. Ces deux journalistes lui ouvrirent les portes de la Révolution jacobine, à tout le moins celle de la presse. Nul doute que son entrisme l'aurait amené à les rejoindre cette société de pensée si elle n'avait été misogyne.

Elle préféra néanmoins rejoindre les Amis de la Vérité, faute d'atteindre ceux de la Constitution, à la fin de l'année 1790. Son premier discours, le 30 décembre¹⁷⁹, nécessite de s'y arrêter. Premier acte de son militantisme « féministe », il impose de rappeler qu'Etta Palm était à Paris comme « agent secret » des Provinces Unies et que la fin de l'Ancien Régime lui exigeait de maintenir cette couverture à tout prix. La protection tacite de Montmorin, depuis 1787, l'avait amené à infiltrer le comité diplomatique. Comme elle ne pouvait durer, il lui fallait s'inscrire dans la lumière de la Révolution. Le choix initial des journalistes, grâce à Brissot et Carra, s'ajouta celui du « féminisme », qui l'amena à rejoindre le Cercle social résulte d'une intervention intempestive le 26 novembre 1790, où elle demanda de laisser parler « l'apologiste des dames »¹⁸⁰. Puis elle déroula son programme. Elle savait que ses propos susciteraient le trouble de l'auditoire. Ce qui était arrivé un mois auparavant, lui permettant de sortir de l'ombre, se reproduisit fin décembre, amenant les dirigeants du Cercle social à lui demander de poursuivre dans son « féminisme ». Ainsi en devint-elle une porte-parole, créant une Société des Amies de la Vérité (mars 1791), lançant un appel à l'Assemblée nationale (juillet 1791)¹⁸¹ avant d'y intervenir (1^{er} avril 1792)¹⁸². Mais elle s'attira l'inimitié, pour ne pas dire plus, de véritables « féministes », comme Louise Robert¹⁸³.

Quant à l'animosité de Théroigne de Méricourt, née Anne-Joseph Terwagne, elle reposait autant sur une histoire de cœur que de mystification. En effet, si la baronne d'Aelders prit un modèle pour définir sa couverture féministe, ce fut Méricourt qu'elle choisit. Venant l'une des Pays-Bas autrichiens et l'autre des Provinces Unies, elles assistaient toutes deux aux séances de l'Assemblée nationale, tant à Versailles qu'à Paris, à partir d'octobre 1789. Toutes les deux durent de se rencontrer grâce à Brissot et naviguèrent dans le même réseau montagnard, notamment autour de Jérôme Pétion de Villeneuve¹⁸⁴. Elles partagèrent jusqu'à leur ennemi, Champcenetz¹⁸⁵. Ce qui est étonnant était néanmoins le parallélisme de leur choix de vie : Terwagne bénéficiait du soutien du banquier suisse Jean-Frédéric Perregaud, Aelders se rapprocha de Clavière ; la première fonda une société et intervint à l'Assemblée nationale en janvier 1790, professant un féminisme théorique (égalité des droits et participation à des clubs), que la seconde commença à l'imiter à partir de l'automne suivant. La notoriété de Palm prit d'ailleurs réellement corps du moment que Terwagne quitta Paris à l'été pour se réfugier dans le Liégeois, où la première l'introduisit auprès de Maillebois¹⁸⁶.

En outre, de décembre 1791 à son départ de Paris, un an plus tard, Etta Palm sembla entretenir une relation avec un député, membre du comité de surveillance de l'Assemblée nationale, Claude Basire, dont le *Journal général de France*, le 27 février 1792, sembla prêter une relation avec

¹⁷⁸ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 7 mai et 12 février 1790.

¹⁷⁹ E. Palm, *Appel aux Françaises*, *op. cit.*, p. 1-9.

¹⁸⁰ *L'orateur du peuple*, III, n° 46, 27 novembre 1790.

¹⁸¹ E. Palm, *op. cit.*, p. 37-40.

¹⁸² *Archives parlementaires*, n° 41, 1893, p. 63-64.

¹⁸³ E. Palm, *op. cit.*, p. 32. Cf. A. Geffroy, « Louise de Keralio-Robert, pionnière du républicanisme sexiste », *Annales historiques de la Révolution française*, 344/2, 2006, p. 99.

¹⁸⁴ NA, *op. cit.*, Palm à Van de Spiegel, 24 mai 1790. Élisabeth Roudinesco, *Théroigne de Méricourt, une femme mélancolique sous la Révolution*, Paris, Le Seuil, 1989, 42-43.

¹⁸⁵ « Lettre de M. de Champcenetz aux Rédacteurs des Actes des Apôtres », *Les Actes des Apôtres*, chapitre VI (novembre 1789), p. 6, 12-14, 16.

¹⁸⁶ Joseph Demarteau, « Théroigne de Méricourt lettres inédites prison et bijoux », *La revue générale*, 36, 1882, p. 585, 865-866.

Terwagne, à peine rentrée à Paris (mi-janvier 1792) après une longue absence. Basire parut avoir été mené rue Favart par son ami Chabot¹⁸⁷. Cette rencontre intervenant après l'arrestation de la baronne d'Aelders, en juillet précédent, il est possible de penser qu'elle se donna à un protecteur. Cette relation était la seule attestée par la documentation. Une autre peut être supposée avec Maillebois. Outre les questions d'argent déjà évoquées, Palm recevait encore le « vieux général » en décembre 1789¹⁸⁸. Leurs relations demeurèrent suivies, puisque début avril 1790, elle reçut la visite de Jean-Philippe Garran de Coulon, président du comité des recherches de la commune de Paris, qui le cherchait, après sa disparition le 23 mars précédent ; il était recherché dans le cadre d'un complot ourdi pour renverser la Révolution¹⁸⁹. Elle ne put lui répondre qu'elle n'avait plus vu Maillebois depuis décembre, même si Van de Spiegel lui avait déjà envoyé des nouvelles de sa présence en Hollande¹⁹⁰.

Bien que les liens de la baronne d'Aelders n'apparussent pas dans la procédure et dans les événements autour de ce complot mort-né, les activités d'Etta Palm suscitèrent une surveillance du comité de Garran de Coulon. Et un espion fut bien envoyé observer ce qu'il s'y passait. Il s'agissait d'un ancien secrétaire de l'ambassade napolitaine de Paris, le *cavaliere* Luigi Pio¹⁹¹, qui délaissa son service en février 1790 et embrassa la Révolution, un mois plus tard, comme employé à l'hôtel de ville en tant que « commissaire pour les papiers d'émigrés ». Ayant pris son poste en mars 1781, peut-être rencontra-t-il Etta Palm dès cette époque ? Toujours est-il qu'elle l'appelait, en juin 1791, « frère Pio »¹⁹² et qu'en novembre 1792, elle utilisa encore les informations du « citoyen Pio » sur les menées des amis hollandais de Maximilien de Robespierre, dont le Napolitain était proche¹⁹³. Préalablement, il avait infiltré le Cercle social, dont il fut brièvement le secrétaire (5 octobre 1790-10 janvier 1791) ; le motif de son renvoi fut qu'il espionnait pour les jacobins, ainsi que le rapporta le chargé d'affaires de Naples, l'abbé Vincenzo Leprini¹⁹⁴.

Cette proximité de Français acquis à la Révolution, parfois au point de devenir des délateurs, effrayèrent l'autre réseau de socialité, celui que la baronne d'Aelders avait patiemment construit depuis 1773. Certes, son opération de 1787 avait laissé des traces, mais elle conserva l'amitié de plusieurs membres de la société d'Ancien Régime. La première fut sans conteste Louise-Marie-Adélaïde d'Orléans, duchesse de Bourbon. Comme semble l'indiquer la proximité avec Louise Come Descoings, leur relation devait être suffisamment ancienne pour qu'une simple lettre de la baronne, lue en tribune le 3 juin 1791¹⁹⁵, alors que la princesse s'était réfugiée en Normandie depuis deux mois, l'amenât à accepter de rejoindre les Amies de la Vérité. Il est vrai que l'une et l'autre trouvèrent là le moyen de lever les doutes sur leur patriotisme. Mais elle fut l'exception dans le réseau d'Etta Palm. Son tournant « jacobin », comme elle l'avoua crânement à Van de Spiegel¹⁹⁶, choqua ceux qui ne comprenaient pas qu'« après avoir été l'ennemie des patriotes hollandais, elle pr[it] à Paris le rôle d'une démocrate outrée »¹⁹⁷. Dès janvier 1791, le comte Bernhard Wilhelm von der Goltz, ministre de Prusse, mit fin à quatre ans de collaboration. Même Jean-Claude Le Vacher de Charnois, un journaliste monarchiste ami de Maillebois, s'éloigna d'elle pour cette raison au niveau personnel, même s'il l'a défendit, mollement certes, dans son quotidien, *Le Spectateur national ou le modérateur*, à l'occasion de la dénonciation de Cerisier.

¹⁸⁷ AN, F⁷ 4590 et Albert Mathiez, « Recherches sur la famille et sur la vie privée du conventionnel Basire (suite & fin) », *Annales révolutionnaires*, mai-juin 1921, 13/3, p. 183-189.

¹⁸⁸ NA, *op. cit.*, Palm à Van de Spiegel, 15 avril 1790.

¹⁸⁹ J.-P. Garran, *Rapport fait au comité de recherches de la municipalité de Paris (...), suivi des pièces justificatives et de l'arrêté du comité tendant à dénoncer MM. Maillebois, Bonne-Savardin et Guignard-Saint-Priest (9 juillet 1790)*, Paris, 1790.

¹⁹⁰ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 23 mars 1790.

¹⁹¹ A. Mathiez, « Un Italien jacobin : le chevalier Louis Pio », *Nouvelle Revue d'Italie*, 25 janvier 1921, p. 1-17 ; A. Cutolo, « Da diplomatico a giacobino. La vita di Luigi Pio attraverso il suo carteggio inedito », *Rassegna storica del Risorgimento*, 1935, p. 396-413.

¹⁹² E. Palm, *Appel aux Françaises*, *op. cit.*, p. 34.

¹⁹³ AD, CP Hollande, 584, Palm à Lebrun, 23 novembre 1792.

¹⁹⁴ A. Cutolo, *op. cit.*, p. 408.

¹⁹⁵ *La Bouche de Fer*, 7 juin 1791.

¹⁹⁶ KH, *op. cit.*, Palm à Van de Spiegel, 8 juillet 1794.

¹⁹⁷ *Spectateur national ou le modérateur*, 22 juillet 1791.

Le retour en Hollande

La mort de Maillebois, le 14 décembre 1791, faisant suite à son interpellation de juillet, ainsi qu'aux avertissements de Van de Spiegel de septembre, marqua à un tournant dans l'activité clandestine de Palm. Malgré son activité parisienne, elle sembla atteinte de ce mal propre aux agents restés trop longtemps sous couverture. Sa force physique et morale lui avait permis jusque-là de subir les pressions qu'impliquait sa mission. Mais était palpable sa souffrance de ne pas être soi-même¹⁹⁸, de vivre dans la peur comme d'être seule, même si elle parvint parfois à s'en libérer temporairement (avec Maillebois et Basire notamment). L'entrée de la France dans une révolution, similaire à celle dont elle n'avait suivi le déroulement que par procuration entre 1778 et 1787, même si elle y joua sa partition, lui fit penser qu'il lui fallait peut-être mettre fin à sa mission. Déjà le 25 octobre 1789, l'émissaire Rudolf Hentzy prévint le *Raadpensionaris* qu'elle évoquait de se rendre à La Haye en novembre¹⁹⁹. Elle l'annonça elle-même dans sa « lettre particulière » à Van de Spiegel du 22 décembre. Mais, le 18 janvier suivant, ce dernier lui suggéra d'éviter les « frais et fatigues d'un voyage »²⁰⁰.

La décision de l'« agent secret » s'expliquait peut-être par la présence de deux nouveaux agents au service du *Raadpensionaris*, Hentzy et Brantsen, envoyés en septembre précédent ; Etta Palm n'avait peut-être pas compris qu'ils pouvaient avoir une autre mission que celle qui lui fut confiée en 1778. Une autre explication avait été avancée par Van de Spiegel le 18 janvier 1791 : ses « affaires particulières » qui l'appelleraient « en Hollande et [lui] procurent l'honneur de [s]'entretenir avec » elle ; il est vrai que le décideur et son agente ne s'étaient jamais rencontrés. Savait-il qu'une décision légale de Groningue, en date du 26 janvier 1790, permettait à Etta Palm de revendiquer ses droits sur l'héritage de sa mère et que ses « peu honorables parents », notamment ses oncles de Groningue, le « patriote » Albert Johan, conseiller municipal (1781-1787), et Willem de Sitter, chef de la haute chambre de justice (1776-1795), avaient accaparé en l'absence de leur nièce ? L'action judiciaire d'Etta Palm, « par les soins de M. le conseiller [Hendrik Ludolf] Wichers et avocat [Dieter] Brugma », lui permit de recouvrer une pension annuelle de 135 florins (499,5 livres)²⁰¹. Il lui resta à recouvrer les « quelques sommes escroquées »²⁰² lors d'une procédure à Amsterdam en 1768, et non un quelconque héritage d'Amérique comme soupçonné²⁰³. Cette affaire fut plus longue à résoudre, malgré le soutien de Van de Spiegel²⁰⁴, puisqu'Etta Palm décida de retourner à Amsterdam affronter ses spoliateurs en juin 1793.

Cet appel de ses intérêts privés semblaient donc plus fort que son adhésion aux idéaux de la Révolution pour motiver son attitude de l'été 1792. Il lui suffit de s'en remettre à son réseau de socialité, en premier lieu à son voisin Brissot, pour se créer une mission. En mars, le changement de ministre des Affaires étrangères amena à la Première direction, qui couvrait notamment les Pays-Bas, un journaliste de sa connaissance et ami de l'imprimeur de la rue Favart, Pierre Hélène Marie Lebrun-Tondu. Ce dernier comptant parmi ses amis Carra, dont Palm s'était rapprochée deux ans auparavant, il semble qu'elle et Lebrun se rencontrèrent dès avril 1791, quand le « patriote » liégeois était revenu à Paris, pour se lancer dans la presse. Sa nouvelle position, en tant que premier commis des Affaires étrangères, offrit à Palm de rentrer en Hollande. Il lui restait seulement à attendre qu'une occasion se présentât. Une affaire de faux-assignats, révélée à Amsterdam et Rotterdam par le ministre de France à La Haye, Emmanuel de Maulde, et médiatisée par le ministre des Affaires étrangères, Scipion Chambonas à l'Assemblée nationale, le 5 juillet 1792, le permit. Les pièces copiées par le secrétaire Frédéric-Séraphin Latour Dupin de Gouvernet arrivèrent sur le bureau de Lebrun qui, rapidement, comprit le blocage de l'extradition des faussaires²⁰⁵. Aussi bien dans son relationnel que dans la documentation de son office, il pensa disposer d'un moyen d'action. Ce moyen était évidemment Etta

¹⁹⁸ A. Dewerpe, *Espions. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, p. 360-363.

¹⁹⁹ H.T. Colenbrander, *Nederland...*, *op. cit.*, p. 156n1.

²⁰⁰ NA, *op. cit.*, inv. 49.

²⁰¹ KH, *op. cit.*, Palm à Willem V, 31 juin 1794.

²⁰² *Ibid.*, 29 mai 1794.

²⁰³ W.J. Koppius, *op. cit.*, p. 18-19 ; H. T. Hardenberg, *op. cit.*, p. 9, 47.

²⁰⁴ NA, *op. cit.*, inv. 56, Van de Spiegel à Palm, 26 janvier 1793.

²⁰⁵ AD, *op. cit.*, 585, Note sur la dame d'Aelders, 11 août 1793. *Archives parlementaires de 1787 à 1860 (...)* (1787 à 1799), 46, Paris, Paul Dupont, 1867, p. 151-153.

Palm. En tant qu'« agent secret » de Hollande, elle disposait d'atout pour obtenir ce que la France désirait. Et pour ce qu'en savait Lebrun, elle était acquise à la Révolution girondine. Faisant d'une pierre deux coups, il entama un processus de recrutement. D'apparence, il n'appartenait pas à l'intimité de la Hollandaise, puisqu'il passa par l'entremise de Clavière, devenu ministre des Finances. Ce dernier apparaît d'ailleurs de nombreuses fois dans la correspondance concernant Palm à l'automne 1792. Ce fut ainsi qu'on apprit l'autre volet de la mission assignée à l'« agent secret » de Van de Spiegel. Lebrun

« étai[t] dans l'espérance que, par ses insinuations auprès de la princesse d'Orange, elle pourrait indirectement servir à détacher la Russie de l'alliance de l'Autriche²⁰⁶ ».

Dans un premier temps, Palm dut écrire à Van de Spiegel. Après un premier échange de lettres, les 17 et 21 août 1792, qui s'inscrivaient dans la suite des renseignements adressés depuis le 9 juillet (légion batave, médiation de la princesse van Oranje entre la France et la république hollandaise)²⁰⁷, elle se fit plus précise. Le 20 août, elle évoqua le sort des faussaires prisonniers devant être extradés vers Paris. Quatre jours plus tard, la réponse du *Raadpensionaris* fut une véritable fin de non recevoir. Il ne voyait pas ce que son agent pût trouver étrange dans le fait qu'avant toute décision « l'État de Hollande » en demanda les raisons à la France, celles-ci devant être motivées sur des pièces authentiques à l'origine légale, et non des copies. Cette explication était celle que les *Staten-Generaal* opposaient depuis la fin juillet à Maulde. Comme il avait pu faire copier les originaux en possession de la justice hollandaise grâce à la corruptibilité d'un greffier amstellodamois, le diplomate dut accepter que les justiciables fussent libérés²⁰⁸. Si l'exercice d'Etta Palm avait échoué, ce ne fut qu'en apparence. Non seulement elle montra la réponse de Van de Spiegel, que ce dernier voyait comme « une lettre privée à ne pas montrer au gouvernement »²⁰⁹, à Lebrun, mais celui-ci accepta qu'elle se rendit en Hollande pour réaliser la seconde partie de l'opération française.

Comme Van de Spiegel deux ans plus tôt, il lui écrivit ne pas l'avoir « engagée, ni excitée à faire un voyage (...) dans le but de [lui] être utile ». Mais il n'entendait pas moins se servir des relations qu'elle fit valoir avec le *Raadpensionaris* et la princesse van Oranje pour faire passer les « assurances des dispositions pacifiques de la République de France à l'égard des puissances qui garderont la neutralité ». Cette affabilité n'était que de façade puisque la France n'agirait

« jamais offensivement contre aucune puissance que lorsque [elle aurait] eu la conviction d'une malveillance bien marquée ou d'un projet formé de [l']attaquer »²¹⁰.

Mais il fut moins question, dans les vingt lettres de Palm à Lebrun, de Russie et d'alliance autrichienne que de fusils, d'émigrés et d'Escaut. En s'insérant dans un dispositif large du renseignement français, l'ancien « agent secret » de Willem V se trouva ainsi en Hollande à surveiller Emmanuel de Maulde et Pierre Augustin Caron de Beaumarchais. S'il ne s'agissait pour le premier que de surveiller son action après le rappel des représentations diplomatiques entre les deux États consécutif à la déchéance de Louis XVI (10 août 1792) qui avait permis leur accréditation²¹¹, la question du second était plus délicate. Comme lors de la question des faussaires incarcérés, il fallait débloquer un marché républicain de fusils brabançons entreposés dans le port zélandais de Terneuzen²¹² que l'Amirauté de Middelburg retenait, faute de versement d'un cautionnement, depuis le printemps 1791. L'action de celle que l'on aurait tort de voir comme un agent « double », bien qu'elle disposât d'une légitimité hollandaise autant que française, fut des plus complexes.

Etta Palm évoqua cette question avec Van de Spiegel, lors de leur rencontre du 3 novembre 1792²¹³. Ce premier rendez-vous entre l'« agent secret » et son décideur avait été pris dans la

²⁰⁶ *Ibid.*, Lebrun à Clavière, 25 novembre 1792.

²⁰⁷ NA, *op. cit.*, inv. 50, Van de Spiegel à Palm, 21 et 24 août 1792.

²⁰⁸ AD, *op. cit.*, 583, Lebrun à Maulde et Maulde à Fagel, 11 et 21, 30 juin 1792. *Resolutien van de Heeren Staten van Hollandt ende Westvrieslandt*, 201, 1792, p. 519-529 et 651-659.

²⁰⁹ NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 24 août 1792.

²¹⁰ AD, *op. cit.*, 584, Lebrun à Palm, 26 novembre 1792.

²¹¹ *Ibid.*, vol. 585, note à Deforgues de juin 1793, f. 327. NA, *op. cit.*, Van de Spiegel à Palm, 24 août 1792.

²¹² *Œuvres complètes de Beaumarchais, précédées d'une notice sur sa vie et ses ouvrages par M. Saint-Marc Girardin*, Paris, Firmin Didot frères, 1845, p. 521-607. J. C. Gatty, *Beaumarchais sous la Révolution. L'affaire des fusils de Hollande d'après des documents inédits*, Leyde, Brill, 1976, p. 179-183, 187.

²¹³ AD, *op. cit.*, Palm à Lebrun, 6 novembre 1792.

matinée, la première étant arrivée à La Haye la veille. Tout à la surprise de la révélation que celle-ci était passée au service de la France, le *Raadpensionaris* lui rappela la position officielle des *Staten-Generaal*. Parce que l'affaire avait été nouée dans les Pays-Bas autrichien, les autorités bataves s'étaient calquées sur la note du ministre autrichien, Johann Rudolf von Buol-Schauenstein, du 5 juin précédent, à savoir que la vente desdits fusils avaient été conclue à la condition expresse de leur exportation d'Europe, ce qui d'évidence n'était plus le cas²¹⁴ ; laquelle était connue de Lebrun de longue date²¹⁵.

Il apparaît que Palm fut instruite sur le cas de Beaumarchais par le ministre français. Elle le fit surveiller par Van de Spiegel, plutôt qu'elle ne l'observa elle-même. En effet, le 9 novembre, elle fit état de spéculation contre l'assignat de Beaumarchais et des banquiers de la place de La Haye, dont Mathieu Labouchère, de la banque Molière, qui l'hébergeait²¹⁶. Seulement, elle tint à préciser qu'ils seraient, « dit on », avec Elias Abbema, chargé des affaires des « patriotes » hollandais à Paris. Autrement dit, elle plaça dans la même phrase une information concernant la France et une proprement batave. En effet, ainsi que le nota Lebrun, « les patriotes seuls ont droit à nos secours et à notre appui »²¹⁷. Derrière l'incise en citation se cachait la *hoge politie* de Van de Spiegel. Une confirmation était donnée dans la dernière lettre de Palm concernant Beaumarchais, le 7 décembre suivant. En annonçant son départ « dans la nuit » et en mentionnant le décret d'accusation de la Convention nationale du 28 novembre précédent, elle mélangeait à nouveau les intérêts des deux pays et révélait sa source. En effet, cette annonce au *Raadpensionaris* fut le fait de Maulde, le 4 décembre, et la nuit fut celle du 1^{er} au 2 décembre²¹⁸. Le même décalage, induit par la remontée de l'information, était notable à propos de l'arrivée de Charles-François Dubois-Thainville, le 1^{er} décembre 1792, mais seulement annoncée à Lebrun dix jours plus tard. Et quand elle tint ses informations de Van de Spiegel, comme dans le cas de Dumouriez, ce fut parce qu'il était accusé de corruption par des jacobins locaux²¹⁹.

Cette proximité avec le *Raadpensionaris* montrait que Palm ne fut pas cet agent « double » français que l'on crût initialement, ni même qu'elle se livrât à une quelconque pénétration ; au contraire, ce furent des Français qu'elle se jouât pour rentrer en Hollande. Aussi conserva-t-elle Matthijs Tinne et son beau-frère Willem Rietmulder²²⁰, ses deux boîtes-aux-lettres mise à disposition par Van de Spiegel en décembre 1788²²¹, jusqu'à la déclaration de guerre de la France, le 1^{er} février 1793 ; ensuite, jusqu'en octobre suivant pour le service français et au-delà, elle se servit d'un Monsieur Tak, dans la *Hofstraat* (rue de la Cour). Il est à noter que Tinne était le neveu du secrétaire de Van de Spiegel, Johann Abraham. Ce double indice montrait à la fois son attachement aux Provinces Unies, sa fidélité à Van de Spiegel et à Willem V. Ils confirmaient aussi les raisons personnelles du retour de Palm. Le *Raadpensionaris* le résuma au *stadhouder* après sa rencontre du 3 novembre 1792 : elle craignait qu'une guerre éclatât avec la France²²². Ce souci se retrouvait dans sa correspondance avec Lebrun : sur vingt-huit rapports envoyés en sept mois, elle évoqua neuf fois²²³ la nervosité hollandaise de voir triompher les armées françaises en Belgique, avertissant notamment que l'ouverture de la navigation dans l'Escaut serait une entrave à « la paix avec la Hollande et l'Angleterre »²²⁴. Elle-même ne perdait pas « tout espoir [pour] rétablir la paix entre [s]es deux patries »²²⁵. C'est pourquoi elle ne manquait pas de rappeler combien La Haye interdisait aux émigrés

²¹⁴ Österreichisches Staatsarchiv, Vienne, Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Staatenabteilung Holland 79.

²¹⁵ AD, *op. cit.*, 583, Fagel à Maulde et Maulde à Lebrun, 8 juin 1792.

²¹⁶ *Ibid.*, 584, Palm à Lebrun, 6 et 9 novembre 1792.

²¹⁷ *Ibid.*, Lebrun à Clavière, 25 novembre 1792.

²¹⁸ *Œuvres complètes de Beaumarchais, op. cit.*, p. 596-597.

²¹⁹ *Ibid.*, lettre du 10 décembre 1792, f. 307.

²²⁰ W. M. C. Regt, „De familie Tinne“, *Maandblad van het genealogisch-heraldiek genootschap de Nederlandsche Leeuw*, 188, 1900, p. 182-183.

²²¹ NA, *op. cit.*, inv. 49, Van de Spiegel à Palm, 5 décembre 1788.

²²² NA, *op. cit.*, inv. 254, Van de Spiegel à Willem V, 4 novembre 1792.

²²³ AD, *op. cit.*, 584, Palm à Lebrun, 12, 20, 27, 30 novembre, 4, 11, 12 décembre 1792, 4 et 11 janvier 1793.

²²⁴ *Ibid.*, 11 décembre 1792.

²²⁵ *Ibid.*, 12 février 1793.

français tout séjour de plus de vingt-quatre heures, sans caution des *Staten-Generaal*, insistant sur la présence de sa bête noire, Breteuil²²⁶.

Elle ne cacha pas qu'elle « être chargée d'une mission du gouvernement »²²⁷ français. Ce qui ne manqua pas d'« effray[er] et d'inqui[éter] » initialement Van de Spiegel et Willem V²²⁸. Déjà après l'échange épistolaire de l'été précédent, à propos des faussaires, cette situation avait suscité une discussion entre les deux décideurs, amenant le *stadhouder* à revoir toute la correspondance de son « agent secret », très certainement pour noter un changement de ton laissant paraître un possible changement de légitimité. Dans sa lettre du 8 septembre à Palm, le *Raadpensionaris* se sentit obligé d'en parler. Seulement, il travestit la réalité, évoquant les remerciements du prince pour « son travail difficile », mais sa suspicion transparaissait au travers de son ennui par rapport à l'argent adressé par Palm pour obtenir des gazettes hollandaises afin de contrebalancer les françaises²²⁹. L'incompréhension du décideur batave face à la venue de son « agent secret » à La Haye était telle qu'apprenant sa présence, le 3 novembre, par sa *hoge politie*, il lui fit envoyer son secrétaire Johann Abraham Tinne pour « savoir le but de son voyage »²³⁰. La réponse de l'« agent secret » que rapporta le messenger commença à rasséréner le décideur : Palm n'avait pas changé de légitimité. Et Van de Spiegel de rédiger, en collaboration avec Willem V, la réponse que leur agent devait adresser à Lebrun²³¹. Le ministre anglais à La Haye, William Eden Auckland, suspecta rapidement « quelque correspondance secrète avec Clavière et Le Brun [sic] »²³². Il tenait cela de trois lettres adressées par celle qu'il prenait pour son « agent secret » au ministre français des Affaires étrangères (1^{er}, 6, 9 et 16 novembre), et de missives particulières de la même au ministre des Finances (4 novembre). Celles-ci avaient été signalées par le correspondant du *postkantoor* (bureau de poste) de La Haye à l'organisation dirigée par Charles Hake et l'épouse de son fondateur, Marguerite Wolters²³³.

Cette possibilité d'intercepter les lettres était connue à La Haye²³⁴. Ce fut pourquoi les correspondances avec la baronne d'Aelders empruntaient les services de courriers, de l'ambassade parisienne ou plus particuliers (Maillebois, Meuron), tandis que les siennes rejoignaient une boîte-aux-lettres vivante. La situation tendue avec les Pays-Bas autrichiens et avec les Provinces Unies, à partir de janvier 1792, ajouta une incertitude supplémentaire. Etta Palm s'en plaignit à maintes reprises auprès de Lebrun²³⁵, sans imaginer que le ministre put ne pas s'attendre à quelque résultat de l'action de sa Hollandaise. Ainsi en fit-il part au protecteur de Palm, son collègue le ministre Clavière :

« Cette femme passe, et il paraît que ce n'est pas sans fondement, pour n'être qu'une intrigante et des personnes en qui je dois avoir confiance m'ont plus d'une fois averti de rester sur mes gardes avec elle. Plusieurs membres de la Convention nationale m'ont écrit à son sujet et dans des termes qui ne sont pas propres à dissiper ces soupçons²³⁶. »

Lebrun se rangeait du côté de ces « patriotes » hollandais qui avaient sonné la curée contre la baronne d'Aelders en juillet 1791 et leurs alliés à la Chambre. Justement ceux qu'elle dénonçait dans ses correspondances maintenant qu'elle se trouvait à La Haye²³⁷ !

En retour, Etta Palm était aussi surveillée par des éléments « patriotiques ». Le 5 janvier 1793, alors qu'elle cherchait à faire aider par Lebrun l'ancien ambassadeur des Provinces Unies à

²²⁶ *Ibid.*, Palm à Lebrun, 12, 16 novembre, 21 décembre 1792 et 11 janvier 1793.

²²⁷ *Ibid.*, Lebrun à Clavière, 25 novembre 1792.

²²⁸ *Ibid.*, Palm à Lebrun, 6 novembre 1792.

²²⁹ NA, *op. cit.*, inv. 50.

²³⁰ KH, *op. cit.*, Van de Spiegel à Willem V, 3 novembre 1792.

²³¹ NA, *op. cit.*, inv. 254, Van de Spiegel à Willem V et Willem V à Van de Spiegel, 4 et 5 novembre 1792. AD, *op. cit.*, Palm à Lebrun, 6 novembre 1792.

²³² Auckland à Greenville, 15 novembre 1792, in *The Manuscripts of J. B. Fortescue, Esquire, preserved at Dropmore*, II, 1786-1815, Londres, 1894, p. 334.

²³³ Matthijs Tieleman, « 'No Intrigue Is Spared': AngloAmerican Intelligence Networks in the Eighteenth-Century Dutch Republic », *Itinerario*, vol. 45/1, avril 2021, p. 99-123.

²³⁴ NA, *op. cit.*, inv. 52, Van de Spiegel à Palm, 26 janvier 1793.

²³⁵ AD, *op. cit.*, Palm à Lebrun, 16, 27 novembre 1792, 22 janvier, 3 avril, 4 juin 1793 ; Note, 11 août 1793 ; Deforgues à Palm, 12 août 1793.

²³⁶ *Ibid.*, à Clavière, 25 novembre 1792.

²³⁷ *Ibid.*, Palm à Lebrun, 23 novembre 1792 (Abbama) et 21 mai 1793 (à propos d'un autre « renégat hollandais », Anarchis Cloots).

Versailles²³⁸, le fils de ce dernier, Willem Anne Lestevenon van Berkenrode, « patriote » de Haarlem, fit un rapport assez circonstancié du réseau de l'espionne à Johan Valckenaer, président du comité révolutionnaire batave fondé à Paris (octobre 1792) et ami de Cerisier : outre d'hypothétiques rendez-vous secrets chez la princesse van Oranje, elle renoua avec Gérard Brantsen et entretenit une correspondance avec un député de la Haute-Loire²³⁹. Néanmoins, il convient de prendre ce rapport avec prudence. En effet, Palm rencontrait Willem V dans l'antichambre de son épouse²⁴⁰, et non cette dernière. De même, il s'agirait du député Claude-André-Benoît Reynaud de Bonnassous, dont la correspondance reste inédite autant qu'inconnue. Quant à Brantsen, il s'agit du renégat qui avait quitté les rangs « patriotiques » en 1788 pour devenir l'agent de Van de Spiegel, pour lequel il rejoignit Paris après la Révolution et rentra en septembre 1792 ; là encore, ses rapports restent inédits à ce jour, s'ils existent encore.

En outre, il était étonnant de ne pas trouver deux éléments essentiels. Le premier était l'impécuniosité dans laquelle Etta Palm se trouvait une fois rentrée à La Haye, preuve supplémentaire qu'elle avait fui la France en toute hâte. Le 9 novembre 1792, sept jours après son arrivée, elle vivait chez elle, c'est-à-dire chez une veuve Kool, dans la Boekhorstraat. Elle ne sortait « que pour voir des membres de l'État, dont plusieurs amis d'enfance ». Un souci de discrétion lui fit préférer les voir prendre un « thé qu'à des repas de cérémonie »²⁴¹. S'il n'était pas possible d'identifier ces relations que ne citât pas Berkenrode, la correspondance avec Lebrun en livrait un, entre autres « amis »²⁴², celui de Johan Cornelis van der Hoop, procureur fiscal à l'Amirauté d'Amsterdam²⁴³, une pièce d'importance pour un renseignement destiné aux Français. Bien qu'il se fût éloigné de Willem V, en raison de la passivité du *stadhouder*, il était aisé de comprendre que Palm préféra la discrétion. Les papiers saisis chez elle à La Haye ajoutèrent deux relations, Willem Gustaaf Frederik Bentinck van Rhoon, confident de Willem V et agent anglais animant le parti orangiste, et le prévôt militaire Gerardus Philippus Rulach²⁴⁴.

Mais, elle affrontait déjà des problèmes financiers. Dès le 5 novembre, elle avoua à Clavière vivre « avec la plus grande économie à moins de 10 florins par jours »²⁴⁵, soit 37 livres. Il s'agissait évidemment d'une comédie jouée par une femme habituée à vivre en baronne. Lebrun ne lui accorda que le 26 novembre un traitement mensuel de 300 livres, pour deux rapports, et lui débloqua « par le premier ordinaire une lettre de change de 300 livres » également. Annuellement, cela devait lui rapporter l'équivalent de 972 florins, soit un peu plus que le revenu médian des financiers et rentiers de La Haye²⁴⁶. Ces fonds ne parvinrent qu'une quinzaine plus tard, au grand soulagement de Palm²⁴⁷. Deux mois plus tard, la déclaration de guerre mit fin aux versements, mais il semble que le mois de janvier 1793 ne fut pas honoré par Paris, malgré les deux rapports demandés (11 et 22 janvier). En effet, le 21 mai suivant, elle demanda que lui fussent passés « les 5 mois qui [lui étaient] dus ». Cette demande dut attendre la nomination d'un nouveau ministre et une revue de ses renseignements²⁴⁸. Ceux-ci furent jugés insuffisants, et pour cause, mais un nouvel essai lui fut offert, pour le même prix, mais contre un seul rapport, eu égard à la situation problématique de la poste entre les deux pays²⁴⁹. Au bout de six rapports, la mission fut annulée face à la « bonne volonté sans effet » de Palm²⁵⁰. Cette dernière fit une réponse qui n'arriva vraisemblablement pas à Paris, mais qu'applaudit Van de Spiegel.

²³⁸ *Ibid.*, 27 novembre 1792.

²³⁹ NA, *op. cit.*, 2.21.057, inv. 110, Berkenrode fils à Valckenaer, 5 janvier 1793. H.T. Colenbrander, *op. cit.*, p. xxxi.

²⁴⁰ *Ibid.*, 3.01.26, inv. 254, Willem V à Van de Spiegel, 7 novembre 1792 ; AD, *op. cit.*, Palm à Lebrun, 9 novembre 1792.

²⁴¹ AD, *op. cit.*.

²⁴² *Ibid.*, Palm à Lebrun, 3 avril et 4 juin 1793

²⁴³ *Ibid.*, Palm à Lebrun, 11, 12, 21 et 28 décembre 1792.

²⁴⁴ *Decreeten van de Provisioneele repräsentanten (...)*, *op. cit.*, p. 682.

²⁴⁵ AD, *op. cit.*, 584.

²⁴⁶ J. de Vries, A. v.d. Woude, *Nederland 1500-1815. De eerste ronde van moderne economische groei*, Amsterdam, Balans, 2005, p.672-689.

²⁴⁷ AD, *op. cit.*, Palm à Lebrun, 14 décembre 1792.

²⁴⁸ *Ibid.*, Note sur la dame Aelders, 11 août 1793.

²⁴⁹ *Ibid.*, Desforgues à Palm, 12 août 1793.

²⁵⁰ *Ibid.*, Desforgues à Palm, 5 octobre 1793 ; *Ibid.*, sd, in *Decreeten van de Provisioneele repräsentanten (...)*, *op. cit.*, p. 688.

Après qu'elle eut « refus[é] de jouer le rôle honteux d'espion pour lequel [le ministre des Affaires étrangères de France l'avait] sollicité »²⁵¹, la situation de l'ancienne « agent secret » batave empira du tout au tout. Elle avait évidemment pressenti cette issue, devant le silence de Paris et l'annonce de la chute de Lebrun par la presse locale, début juillet. Elle l'anticipa même, en tenant de détourner « plusieurs milliers de paires de souliers, propres pour les troupes », de sa destination française. Elle y vit un moyen de se « mettre au moins pour un temps à l'abri de l'indigence ». Mais Willem V se montra aussi indolent qu'avec Van der Hoop et elle dut s'adresser à Van de Spiegel avant que l'affaire ne sombre²⁵². Écartant l'idée de rentrer en France, elle chercha tout aussi vainement de se faire pensionner pour ses missions passées et à obtenir la succession d'un éditeur de journaux locaux, arguant n'avoir eu « de cesse de donner des preuves dans le genre de travail » entre 1786 et 1792. Il essaya même de se trouver un emploi de gouvernante d'enfants, à Amsterdam, mais une cousine germaine la dénonça comme « ayant joué le rôle d'espionne pour le *stadhouder* en France » et elle fut remerciée. Il ne lui resta plus qu'à se livrer à la broderie, « car il [fallait] bien vivre sans faire de tort à personne ».

Elle se proposa néanmoins de recruter un des commissaires de l'armée française qui s'approchait des Provinces Unies, voire d'y faire venir les soieries lyonnaises²⁵³. Cette certitude n'était que de façade. Ainsi, concernant la première proposition, datant de juillet 1794, on peut déduire son système d'information. Elle tenait la nomination du représentant en mission Pierre René Choudieu des *Nouvelles Politiques, nationales et étrangères* du 6 février précédent, qu'elle avait connu comme membre de la coterie de Chabot, Delaunay et Basire. Cette information fut croisée avec l'avancée des troupes françaises, bien que la feuille royaliste parisienne reçue à La Haye ne parlât plus de Choudieu. Or, celui que Palm pensait à Bruges, n'avait pas quitté Lille²⁵⁴. Autrement dit, Palm n'était plus crédible.

Le second élément essentiel qui manquait au rapport de Berkenrode fut le retour de l'avocat Jan Munniks dans la vie d'Etta Palm. Il était la raison du maintien de cette dernière à La Haye, alors qu'elle s'était trouvé un « maison d'argile en dehors d'Amsterdam » au printemps 1794, où elle envisageait de « transférer facilement [s]es meubles, [s]on linge, et ce qu'elle avait » avant l'incendie », c'est-à-dire l'arrivée des Français²⁵⁵. Cette fois, elle ne pouvait pas avouer à son protecteur Van de Spiegel qu'elle souhaitait tenter sa chance avec l'armée française et ses commissaires dont un de ses amis était membre. Munniks serait cette fois, à nouveau, son chevalier blanc. Seulement, l'engouement de ce « patriote », qui offrit un pamphlet signifiant aux Français qu'ils étaient chez eux dans les Provinces Unies, s'avéra contre-productif. Contrairement à la



²⁵¹ Van de Spiegel à Palm, octobre 1793, in *Decreeten van de Provisioneele representanten (...)*, op. cit., p. 688.

²⁵² KH, op. cit., inv. 986, Palm à Willem V, 5, 9, 22 et 29 juillet 1793.

²⁵³ *Ibid.*, Palm à Willem V, 24 mars, 31 juin et octobre 1794 ; NA, op. cit., inv. 52, Palm à Van de Spiegel, 8 juillet 1794 ; Palm à Van de Spiegel, février 1793, 30 juillet et octobre 1794, in *Decreeten van de Provisioneele representanten (...)*, op. cit., p. 683-687 ; Gratification, 25 octobre 1794, in G.W. Vreede, op. cit., p. 455.

²⁵⁴ Choudieu au comité de Salut public, 4 août 1794, in F.-A. Aulard, *Recueil des actes du Comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du conseil exécutif provisoire*, XV, Paris, Impr. nationale, 1903, p. 653-654.

²⁵⁵ Palm à Van de Spiegel, 30 juillet 1794, op. cit..

version exposée en 1795²⁵⁶, l'ouvrage de Munniks apporté aux commissaires français révéla la présence de Palm à La Haye.

Or, à Paris, le comité de la Section Le Pelletier avait saisi les papiers de la baronne d'Aelders dans son domicile de la rue Favard le 25 juin 1794²⁵⁷. Ses papiers avaient été inventoriés le 24 avril suivant²⁵⁸. La traduction hollandaise de sa réponse à Mirabeau fut découverte. Elle s'ajouta aux témoignages de Chabot, mais aussi de ses amis Brissot et Carra, guillotins le 31 octobre 1793, ainsi que Clavière, qui se suicida le 8 décembre suivant, et même Basire et Desmoulins, le 5 avril 1794. Ces motifs étaient autrement plus sérieux aux yeux de la Terreur et de la réaction thermidorienne pour poursuivre l'intrigante dénoncée par les « patriotes » bataves unanimes, de France comme de ceux des Provinces Unies. L'entrée des troupes françaises dans La Haye, en janvier 1795, conduisit à l'arrestation de Van de Spiegel, le 4 février, puis celle de Bentinck, le lendemain. Ce ne fut que le 18 mai que « la prétendue baronne d'Aelders » fut accusée, par Cornelis Felix van Maanen, avocat adjoint au procureur général près la Cour de justice au *Comité van Algemeene Waakzaamheid* (Comité de vigilance) de La Haye, de machination contre la République batave. Arrêtée, elle fut conduite à la Kastelenijne²⁵⁹ où elle fut interrogée par un officier de la police générale et de la correspondance intérieure de la République batave, Abraham Jacques la Pierre. Ignorant que la procédure était aussi bien française que batave, Etta Palm chercha à éloigner la vindicte « patriote » se prétendant de nationalité française, d'avoir été envoyée en mission en Hollande, de ne pas être attachée à la maison d'Orange, et ne connaître Munniks que « pour son malheur »... Elle revisita surtout sa vie dans un sens que ne révélèrent pas les vingt-neuf lettres échangées avec Van de Spiegel et les vingt-deux avec Willem V, bien qu'elles échappassent à l'incendie des Tinne père et fils ainsi que de Van Citters devant l'arrivée des troupes françaises, le 29 janvier 1795. Bien dissimulées, elles ne furent pas trouvées par les enquêteurs, puisque seuls onze courriers de Palm, huit adressés au *Raadpensionaris*, deux au *stadhouder* et un du ministre des Affaires étrangères de France, tous de 1793-1794, furent inclus dans la procédure avant de disparaître. Qui de la Pierre ou d'elle évoquèrent « la jeunesse, l'esprit et la luxure », puis ses atours « de l'ordre des temps passés » ?

Le procureur instruisant son cas, Johann Valckenaer, la connaissait bien, non seulement pour avoir résidé à Paris depuis 1787, mais pour avoir reçu ce rapport en janvier 1793 sur ses activités contre la République française. Le 27 janvier 1796, la Pierre présenta son rapport au *Comité van Algemeene Waakzaamheid* :

« Après en avoir délibéré, il a été approuvé et entendu, de qualifier le *Comité van Algemeene Waakzaamheid* pour faire garder lesdits E.L.J. Aalders au moins aux frais du Pays dans un lieu suffisamment sûr et convenable jusqu'à la Paix Générale, ou jusqu'à ce que sa liberté ne soit plus nuisible peut être à la situation politique de ce pays et de la République française ; avec en outre charge au *Comité van Algemeene Waakzaamheid* [...] de chercher un endroit convenable, et de l'y faire transférer dès que possible²⁶⁰. »

L'ironie voulut que son dossier suivant fût celui de Van de Spiegel²⁶¹. Le 14 février, Valckenaer recommanda que Palm fût placée en réclusion, suivant son ancien protecteur à Gavangenpoort, où ils retrouvèrent Bentinck. Tous trois gagnèrent ensuite le château de Woerden, les deux hommes deux jours avant Palm, qui n'arriva que le 14 février 1796. Pendant cette longue incarcération, deux faits notoires se produisirent. Le premier tenait dans le journal de l'ancien *Raadpensionaris* du 5 février 1795 au 20 décembre 1798, où aucune entrée ne contient une mention à Palm²⁶². Le second fut qu'elle

²⁵⁶ *Decreeten van de Provisioneele representanten (...), op. cit.*, p. 688-689.

²⁵⁷ AN, T 1601, Procès-verbal de perquisitions et inventaires des papiers saisis chez l'émigrée femme Dailbert, an III.

²⁵⁸ *Ibid.*, T 364, Papiers d'Élisa Lubina Johanna, baronne d'Aelders, épouse de Chrétien Ferdinand Louis Palin ; T 1688, dos. 926, États de titres et pièces remis à la commission municipale (de Paris) chargée de la liquidation des créances de l'émigrée femme Dailbert, An III ; Archives de Paris, 1434/2172, 348 rue Favard, État et remise de titres, Ans II et III.

²⁵⁹ *Nieuwe Nederlandsche jaarboeken, of Vervolg der merkwaardigste geschiedenissen, die voorgevallen zyn in de Zeven Provincien [...]*, 30, 18 Mai 1795.

²⁶⁰ *Decreeten van de Provisioneele representanten (...), op. cit.*, p. 680-689.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 690-702.

²⁶² L. Wichers, „Journaal van den Raad-Pensionaris Laurens Pieter van de Spiegel, 'Journaal van mijn Detentie in de Casteleny van den Hove'“, *Historisch Genootschap, Bijdragen en mededelingen van het Historisch Genootschap*, 15, Utrecht, Kemink und zoon, 1894, p. 1-61.

se plaignit de « mauvais traitements [...] contrairement aux autres citoyens qui y sont retenus »²⁶³ ; autrement dit, son rôle d'« agent secret » fut connu des gardiens et de ses codétenus, expliquant certainement le silence de Van de Spiegel. Le 31 juin 1797, elle « demand[a] qu'elle soit rendue à la liberté, ou au moins qu'elle puisse avoir quelqu'un pour l'aider dans ses amères souffrances ». Un an plus tard, elle proposa une amélioration des conditions de vie de tous les détenus²⁶⁴. Le 9 mai 1798, prenant acte du coup d'État radical à La Haye, et cherchant à en profiter, elle rappela qu'une lettre de change de 236 florins (873 livres) « fut égarée dans [s]es papiers par H[ugo] Gevers », avocat au moment de l'arrestation de Palm²⁶⁵. Finalement, elle quitta sa geôle à la faveur de l'amnistie générale du 20 décembre 1798, de même que son ancien protecteur et Bentinck.

Son retour à la liberté fut bref. Songea-t-elle à retourner en France, où elle conservait des biens, même si pendant son incarcération, privée de son courrier, elle ne put faire surseoir à vente en octobre 1795²⁶⁶ ? Était-elle si affaiblie qu'une pneumonie la faucha. Elle décéda le 28 mars 1799²⁶⁷. Sa succession fut bloquée jusqu'au 23 septembre 1800²⁶⁸. Trois héritiers de la famille de Sitter se la partagèrent dans l'intervalle²⁶⁹. Mais ils ignoraient tout des possessions françaises de leur parente. Trente ans plus tard, plus personne ne s'en souvenait lorsque parut dans le *Groninger Courant* du 31 décembre 1830 une recherche d'héritiers pour des biens en France, par l'intermédiaire de maître Kersten à Amsterdam. Il s'agissait du dernier appel pour l'indemnisation des biens des émigrés, prévu par la loi du 27 avril 1825. Personne ne se présenta...

Etta Aelders, épouse Palm, dite la baronne d'Aelders, fut un « agent secret » de la classe du chevalier d'Éon²⁷⁰. Pourtant, sa notoriété resta bien en-deçà. Une partie de la responsabilité lui en revenait, puisqu'elle entreprit de travestir sa vie dans sa déposition à la Pierre, en 1795. Elle le fit pour tenter d'adoucir son sort, mais elle offrit une matière qui nourrit la recherche historique depuis le début du XX^e siècle. La présente mise en perspective transnationale, et non uniquement à partir des seules traces laissées par la Hollandaise, quitte à les travestir aux goûts du moment, permet de la percevoir dans sa juste mesure. Loin de l'image d'une intrigante ou d'une aventurière venue des rares témoins de son époque, elle apparaît dorénavant comme l'archétype de l'« agent secret » au XVIII^e siècle. Etta Palm fut envoyée en France au moment de l'entrée de cette dernière dans l'aventure américaine, puis y resta en raison de l'entrée des Provinces Unies dans la révolution. Après le 14 Juillet, elle chercha à rentrer chez elle, mais les projets annexionnistes du côté des Pays-Bas autrichiens imposèrent son maintien en France. Elle profita d'une affaire de faux-assignats pour tout quitter et rentrer en Hollande.

Accréditée auprès des autorités diplomatiques du pays où son gouvernement l'a envoyé, elle a toujours bénéficié d'une protection de sa mission invisible. Sous l'Ancien régime, les Affaires étrangères lui évitèrent les effets d'une lettre de cachet, comme en 1785 et peut-être deux ans plus tard. Si la Révolution semble avoir levé cette immunité, elle lui conserva sa clandestinité, quand bien même les premières allusions apparurent, non plus dans les commentaires curiaux, mais dans une presse qui venait de se libérer. À l'affût de tous les moyens pour assurer la sécurité de son pays, elle comprit comment manipuler les opinions françaises en faveur des Provinces Unies en usant de ce nouveau pouvoir.

Dans le même temps, pour assurer sa propre sécurité, elle dut trouver une nouvelle couverture qui lui permît de paraître naturellement dans ce nouvel espace de la politique française, l'Assemblée. Parce que femme, elle emboîta la seule qui lui sembla compatible avec sa mission, celle de la féministe. Mais on voit bien les limites de son activiste, plus prompt à lui permettre une activité de réseautage plutôt d'émancipation féminine (elle veut l'égalité), contrairement à son ennemie intime,

²⁶³ H. T. Hardenberg, *op. cit.*, p. 101 (11 avril 1796). *Decreeten van de Vergadering van het Provinciaal Bestuur van Holland*, La Haye, 'sLands Drukkerij van Holland, 7 juny tot 31 july 1797, p. 658-659 (31 juin 1797) et 5 sept. tot 7 october 1797, p. 193 (7 septembre 1797).

²⁶⁴ *Resolutien van het Intermediair administratief bestuur, van het voormalig Hollandsch gewest*, 7, La Haye, 'sLands Drukkerij, 1798, p. 671 (31 août 1798).

²⁶⁵ NA, *op. cit.*, 2.01.01.01, inv. 508, Palm à Wijbo.

²⁶⁶ W.J. Koppius, *op. cit.*, p. 54.

²⁶⁷ *Haagsche Courant*, 10 avril 1799 ; H. T. Hardenberg, *op. cit.*, p. 116.

²⁶⁸ *Ibid.*, 15 septembre 1800.

²⁶⁹ Groninger Archieven, 574 coll. de Sitter-Schönfeld, 1040-1800, inv. 33.

²⁷⁰ Evelyne et Maurice Lever, *Le Chevalier d'Éon. « Une vie sans queue ni tête »*, Paris, Fayard, 2009.

Louise Robert (elle veut des droits politiques pour les femmes). Ainsi perçue, Etta Palm ne peut plus être vue comme « une femme qui semble être passée du monde de la galanterie au plus proche de l'intrigue politique », ainsi que la voyait H. T. Colenbrander²⁷¹, ni comme une femme intelligente, vaine, légère, douée pour l'intrigue, comme la présente son second biographe, Herman Hardenberg. Il est tout aussi excessif de la voir comme un parangon du féminisme primitif, ainsi que l'estime un peu rapidement Judith Vega. Etta Palm ne fut pas plus cette pauvre femme que ses premiers biographes pensèrent. Il reste encore à le démontrer plus complètement.

Gérald Arboit

²⁷¹ *Op. cit.*, p. 148.